

brochures « le prolétaire »

1. Solidarité de classe avec les prolétaires chiliens	2 F
5. Question féminine et lutte de classe	4 F
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois	5 F
7. La grève des nettoyeurs du métro (Leçons et bilan)	4 F
8. Violence, terrorisme et lutte de classe	4 F
9. Elections et gouvernement de gauche : mystifications bourgeoises	4 F
10. Postiers en lutte (La grève de janvier-février 1978 à Créteil et dans les centres de tri)	5 F
11. Auschwitz ou le grand alibi	3 F
12. Solidarité prolétarienne contre contrôle de l'immigration	5 F
13. Le marxisme et l'Iran	5 F
14. Foyers de travailleurs immigrés : enseignements de six années de lutte	4 F
15. Contre la farce électorale, pour la lutte de classe, pour la révolution	3 F
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientations pratiques d'action syndicale)	4 F

le prolétaire

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Abonnement annuel : 60 F.
PII fermé : 90 F.
Paiement par chèque
bancaire à l'ordre de : SARO.

Correspondance : 20, rue Jean-Bouton, 75012 PARIS.

Supplément au N° 332 du « Prolétaire ».

Directeur de la publication : SARO.

Photocomposition : Compofac, 9, rue Paul-Bert, 75011 Paris.

Imprimerie : Imprimeurs Libres, 14-16, passage des Soupirs, 75020 Paris.

N° d'inscription à la commission paritaire de presse : 52 926.

le prolétaire

17

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale.

6f

Manifeste
du Parti Communiste
International. 1981.

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

EN LANGUE FRANÇAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages .. 4,00 F
- Journal « Le Proletaire » - Collections reliées :
 - Volumes 1 à 4 en reliure 40,00 F
 - Volume 5 : du n° 211 au n° 257 (années 1976-77) 40,00 F
- Série : « Les textes du Parti Communiste International » :
 1. Communisme et fascisme, 158 pages épuisé
 2. Parti et classe, 112 pages 9,00 F
 4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 53 pages en réimpression
 5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme » 100 pages 7,00 F
 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages épuisé
 7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages 30,00 F

EN LANGUE ARABE

- Série : « Les textes du parti communiste international » :
 1. Thèses caractéristiques du Parti 5,00 F
 2. Parti et classe 8,00 F
- Série : « Cahiers de el-oumami » :
 1. Défense du marxisme révolutionnaire 5,00 F
 2. Le marxisme et la question des libertés politiques 3,00 F

EN LANGUE ITALIENNE

- Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919: dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages 30,00 F
- Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920: dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages 40,00 F
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, 752 pages 45,00 F
- Série : « I testi del partito comunista internazionale » :
 1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages 7,00 F
 2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 12,00 F
 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages 12,00 F
 4. Partito e classe, 137 pages 15,00 F
 5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna dei futuri rinnegati, 123 pages 12,00 F
 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 198 pages 10,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE

- 1. Die Frage der revolutionären Partei, 55 pages 4,00 F
- 2. Revolution und Konterrevolution in Russland, 86 pages 6,00 F
- 3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 76 pages 6,00 F
- 4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 88 pages 8,00 F
- 5. Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen ?, 132 pages 10,00 F
- 6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf, 74 pages 8,00 F

EN LANGUE ANGLAISE

- Série : « The Texts of the International Communist Party » :
 1. The Fundamentals of Revolutionary Communism 4,00 F
 2. Party and Class 5,00 F

EN LANGUE ESPAGNOLE

- Série : « Los textos del partido comunista internacional » :
 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 5,00 F
 2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase 4,00 F
 3. Partido y clase 8,50 F

EN LANGUE PORTUGAISE

- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro 5,00 F
- Série : « Os textos do partido comunista internacional » :
 1. Teses características do partido - bases de adesão 5,00 F
 2. Lições das contra-revoluções 5,00 F
 3. Os fundamentos do comunismo revolucionário 5,00 F

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale.

Manifeste
du Parti Communiste
International. 1981.

SOMMAIRE

Introduction

Première partie : Retour au communisme révolutionnaire de Marx et de Lénine

- I. Le capitalisme appelle la révolution communiste
- II. La classe ouvrière possède dans son passé les armes pour vaincre

Deuxième partie : Objectifs, voies et moyens de la révolution communiste mondiale

- I. Position du parti devant les grandes tendances politiques de l'impérialisme
- II. Les tâches de la révolution communiste mondiale
- III. Orientations internationales d'action du parti

Conclusion

Table des matières en fin de volume

La publication du présent Manifeste est entreprise simultanément dans les langues suivantes : allemand, anglais, arabe, espagnol, français, grec, italien, néerlandais, perse, portugais, suédois, turc.

cahiers d'el-oumami

(en langue française)

1. Le syndicalisme en Algérie (1919-1979)	5 F
2. Le rôle contre-révolutionnaire de l'« ouverture » en cours en Tunisie	2 F
3. Révolution et contre-révolution en Russie	2 F
4. Foyers de travailleurs immigrés : Enseignements de six ans de lutte	4 F
5. La situation politique en Algérie et la tâche des révolutionnaires ..	5 F
6. Critique du mot d'ordre de « révolution nationale démocratique de type nouveau »	4 F

el-oumami / الأومامي

(Bulletin bilingue pour le Maghreb)

paraît tous les deux mois. Le numéro : 3 F

Abonnement FRANCE : pli ouvert : 18 F
pli fermé : 30 F

MAGHREB : équivalent : 30 FF en coupons-réponses internationaux.

Correspondance : SARO, 20, rue Jean-Bouton, 75012 PARIS.

INTRODUCTION

Une page est tournée dans l'histoire du XX^e siècle. Depuis la seconde guerre mondiale, les prétextes n'ont pas manqué pour appeler la classe ouvrière à renoncer à ses buts révolutionnaires.

Dans les pays de l'Occident développé ainsi qu'au Japon, les progrès de la démocratie et les réformes devaient progressivement éliminer la misère et l'oppression.

Dans les pays de l'Est, c'est de l'extension du « socialisme réel » que l'on devait attendre ce résultat.

Dans les pays d'Asie, d'Afrique et même d'Amérique latine, c'est l'émancipation nationale à l'égard de l'impérialisme qui devait automatiquement apporter avec elle ces bienfaits.

Aujourd'hui, les régimes de tous ces pays apparaissent toujours davantage pour ce qu'ils sont réellement : les démocraties impérialistes d'Occident — les véritables héritières du fascisme. Les « socialismes » de l'Est — des Etats authentiquement bourgeois qui montent eux aussi la garde devant le mode de production capitaliste, des frères jumeaux des Etats occidentaux. Les jeunes Etats nationaux du Tiers Monde — des dictatures bourgeoises nationales, suivant à marches forcées l'exemple de leurs aînés.

Et depuis que la prospérité s'est épuisée et que les crises succèdent aux crises, sous les plis des différents drapeaux nationaux, c'est un seul et même langage que l'on tient aux prolétaires : « austérité », « sacrifices » pour l'« économie nationale » !

De l'aveu même des tenants de l'impérialisme mondial, dont le cœur bat à Wall Street, le monde est entré dans une nouvelle période d'instabilité croissante et de déchaînement de tous les antagonismes sociaux.

De nouveau se dessine derrière les conflits militaires locaux la menace grandissante d'une nouvelle guerre impérialiste, où les prolétaires seraient encore une fois appelés à s'entretuer pour leurs bourgeoisies respectives.

Au terme de la nouvelle période historique qui s'est ouverte, et qui pourra s'étendre elle aussi sur des décennies, le capitalisme réussira-t-il à sortir indemne des guerres et des révolutions qu'il lui faudra traverser, et à appliquer alors son talon de fer sur le monde en ruines pour une nouvelle période d'expansion et d'esclavage encore renforcé ?

Ou bien alors la classe ouvrière, enfin remise sur pied après plus de cinquante années de contre-révolution impérialiste et stalinienne, puis de léthargie entretenue par les poisons réformiste et démocratique, et désormais renforcée par les jeunes et enthousiastes contingents de prolétaires des pays de jeune capitalisme, sera-t-elle enfin capable de lui porter un coup mortel et d'entamer alors la transformation communiste de la société ?

Les conditions historiques obligent les communistes véritables à exposer une nouvelle fois à la face du monde entier leurs conceptions, leurs buts et leurs principes si longtemps dénaturés, de présenter les leçons qu'ils ont tirées de la marche tragique de l'histoire et de réaffirmer le programme qui indique l'issue révolutionnaire à l'enfer capitaliste.

PREMIERE PARTIE

Retour au communisme révolutionnaire de Marx et de Lénine

I. Le capitalisme appelle la révolution communiste

En instaurant son nouvel ordre impérialiste mondial sur les ruines de l'Europe et de l'Extrême-orient au sortir de la deuxième boucherie impérialiste, la bourgeoisie devait proclamer avec ses larbins, les dirigeants des partis faussement ouvriers, social-démocrates et « national-communistes », que le capitalisme pouvait être réformé, que ses contradictions sociales pouvaient être maîtrisées. La bourgeoisie promettait tout simplement de combattre la révolution communiste en la rendant superflue...

1. L'impérialisme prépare de nouveau la guerre

L'anarchie capitaliste et les crises devaient être surmontées par l'intervention de l'Etat dans l'économie. Une telle recette, soufflée par la vieille social-démocratie qui prétendait ainsi dépasser le capitalisme, a été également prônée par le stalinisme. En théorisant la réalité des pays de l'Est européen, ce dernier en est en effet arrivé à soutenir que le communisme ne supposait plus la suppression du salariat et du marché, comme Marx et Lénine l'avaient constamment affirmé, mais qu'il était compatible avec eux. Il devait suffire que l'Etat prenne le contrôle juridique des entreprises et dresse une planification plus ou moins centralisée, pour passer au socialisme. Or chaque jour les tenants du socialisme russe ou chinois sont bien obligés d'avouer que le mécanisme fondamental de leur société ressemble comme deux gouttes d'eau à celui du capitalisme, avec son anarchie, ses oppositions de classes et toutes leurs conséquences.

Selon les idéologues de l'Est et de l'Ouest, les disputes entre les Etats devaient s'éteindre dans l'expansion des échanges, dans la coopération économique et politique sous le haut patronage d'une quantité d'organismes internationaux auxquels l'ONU sert de clef de voute. Qui plus est, l'entente entre les super-puissances devait être le meilleur garant de la paix et du désarmement universel. Or qu'est-il advenu ?

L'intervention de l'Etat dans la vie économique a fait des progrès prodigieux dans le dernier demi-siècle, allant parfois jusqu'à l'étatisation. La programmation économique et la nationalisation des entreprises ont été largement utilisées, les dépenses budgétaires se sont développées, la fixation centrale des prix, le contrôle du crédit et du commerce extérieur se sont généralisés. Ces méthodes centralisatrices ne sont pas seulement l'apanage des pays de « socialisme réel » ou des pays de jeune capitalisme qui cherchent ainsi à compenser leur retard sur le marché mondial. Elles sont aussi devenues monnaie courante dans les pays qui affichent le libéralisme économique comme un principe sacré.

Et malgré tout cela, l'inflation bouleverse en permanence les équilibres économiques et sociaux savamment conquis, le chômage pousse des pointes vertigineuses, les pays les plus fragiles sont en proie à un endettement qui mène tout droit à la banqueroute et entraîne une pression insupportable sur les classes laborieuses, la peur du lendemain gagne même les pays impérialistes où la prospérité d'après-guerre et le monopole du marché mondial avaient donné un répit à la classe ouvrière. Instabilité croissante, insécurité grandissante, anarchie généralisée : voilà que s'imposent avec plus de vigueur que jamais les lois du capitalisme que l'on prétendait museler !

Dans les rapports internationaux, la détente a succédé à la guerre froide, les pays de l'Est ont fini par s'ouvrir aux marchandises et aux capitaux occidentaux, détruisant du même coup le mythe stalinien des deux marchés censés obéir à des lois économiques différentes. Mais ce phénomène, loin d'apporter la paix, s'est accompagné de gigantesques pas en avant dans la course aux armements.

L'accumulation des stocks d'armes thermonucléaires est aujourd'hui suffisant pour faire sauter d'un coup une bonne partie de la planète. L'extension du militarisme à tous les pays, même les plus petits et les plus pauvres, ainsi que le développement des missiles intercontinentaux, qui mettent désormais chaque pays à portée du plus éloigné de ses ennemis hypothétiques, ont transformé le globe entier en un seul et unique champ de bataille potentiel.

La fameuse détente elle-même n'était fondée que sur un cynique « équilibre de la terreur ». Et ni l'ONU, ni les innombrables confé-

rences sur la paix et le désarmement n'ont pu empêcher que chaque querelle entre brigands impérialistes pour le contrôle de telle matière première ou de telle position stratégique, ou que la rupture de l'équilibre politique par tel changement de régime, ne portent à nouveau en elles les germes d'un futur conflit impérialiste généralisé, en Indochine ou au Zaïre, sur la frontière sino-soviétique, en Afghanistan ou au fond du golfe arabo-persique, dans l'Océan indien ou en Europe centrale.

2. Les réformes bourgeoises ne peuvent empêcher la misère de croître

Le capitalisme a-t-il au moins, comme il s'en vantait, réduit les inégalités sociales et la misère ?

Le perfectionnement des machines et des techniques de production, l'automation et la rationalisation du travail ont connu depuis la guerre des développements sans précédent. Mais qu'ont-ils apporté aux travailleurs salariés, même dans les pays de vieux capitalisme, où des systèmes de garanties se sont développés pour atténuer en partie les effets les plus révoltants et les plus subversifs de la condition ouvrière ?

Ces progrès ont eu pour résultat général une parcellisation accrue des tâches, une monotonie encore plus intenable du travail, une accélération des cadences et une intensification inouïe de la fatigue, la généralisation du travail de nuit et des horaires entièrement soumis aux oscillations de la production pour le marché, un despotisme encore aggravé dans l'atelier, le chantier ou le bureau, une augmentation de la nocivité du travail industriel et de la vie urbaine ainsi qu'une fréquence et une gravité plus grandes des catastrophes dues à l'anarchie capitaliste et à la course au profit.

Plus souvent qu'à la satisfaction des besoins élémentaires des larges masses, ils ont conduit à la production de toute une gamme de besoins artificiels et antisociaux, ainsi qu'au gonflement de couches sociales parasitaires liées à eux, putréfiant encore le tissu social de la société bourgeoise.

Parallèlement, la proportion de travailleurs éliminés de la production grandit sans cesse dans le monde, la marginalisation et la bidonvillisation atteint des proportions épouvantables à la périphérie du capitalisme, où la concurrence acharnée pousse dans certains pays à des semaines de travail de plus de 50 et 60 heures, et met sous le joug des dizaines de millions d'enfants qui, de l'Inde au Maroc ou au Brésil, mourront avant de devenir adultes, afin de nourrir leurs parents chassés du travail !

L'enseignement s'est généralisé, les moyens d'information et de communication sont devenus gigantesques, mais ils sont autant de moyens d'abrutissement des masses exploitées : la seule culture que leur donne la bourgeoisie est l'idéologie d'esclaves du capital !

Ces dernières décennies ont connu un développement capitaliste impétueux dans le Tiers Monde. Or, l'immense fossé existant entre les pays riches et les pays pauvres continue à se creuser, précipitant aux dires de la Banque Mondiale elle-même, 800 millions d'hommes, soit le cinquième de l'humanité, dans une irrémédiable disette, et ce au moment où l'Amérique hyperproductive réduit ses surfaces cultivées en céréales pour faire monter les prix ! Les catastrophes naturelles ont bon dos : c'est le capitalisme qui, au Sahel comme ailleurs, crée la famine et s'en nourrit !

Il est vrai qu'au cours des trente années d'accumulation capitaliste forcée de l'après-guerre, aussi bien dans les pays impérialistes d'Occident et du Japon que dans les pays de l'Est, une élévation importante du niveau de vie a été concédée à de vastes fractions de la classe ouvrière. Des mécanismes de sécurité sociale et de gratuité des soins, d'indexation du salaire et de garantie de l'emploi se sont multipliés, au moins pour certaines catégories ouvrières, les rendant dépendantes de l'« Etat-providence ». Ce phénomène, favorisé par l'exploitation du marché mondial et le bénéfice de rentes impérialistes, a même fini par s'étendre à de minces couches de prolétaires dans les pays de jeune capitalisme, particulièrement bien placés sur le marché notamment grâce à la manne pétrolière.

Mais que sont ces avantages, à côté de l'accumulation des richesses tombées dans la même période dans les mains des capitalistes ? Ces richesses n'entraînent pas seulement le luxe insupportable, l'arrogance révoltante et la sultanisation indécente des classes dominantes. Elles ont été transformées en nouveaux moyens d'exploitation, c'est-à-dire en capital, et dépensées en nouveaux moyens d'oppression : elles servent en effet à entretenir des armées de bureaucrates chargés de contrôler le travail des prolétaires, à acheter des armées de flics et de mercenaires chargés de monter la garde devant ces juteux privilèges, à corrompre des essaims de parasites en tous genres. Et tout cela pèse d'un poids bien plus lourd encore qu'autrefois sur les épaules de la classe ouvrière !

De plus, ces avantages hier tant vantés, ne sont-ils pas précisément présentés aujourd'hui comme autant de rigidités entravant la marche de l'industrie, quand ils ne sont pas hypocritement dénoncés comme la cause des difficultés économiques ? Pour sauver la compétitivité de l'économie nationale, les capitalistes et leurs « lieutenants ouvriers », les faux socialistes et les faux communistes, s'acharnent aujourd'hui à faire régurgiter à la classe

ouvrière les miettes concédées pendant trente ans ! Les nouvelles réformes sont faites pour supprimer les anciennes. L'« Etat-providence » est livré à la démolition. Reste l'Etat-gendarme !

3. L'anarchie du marché ne peut pas être maîtrisée

Et pourquoi donc ces lois barbares et inhumaines qui écrasent les classes exploitées sous le poids de leur propre travail et qui produisent leurs effets désastreux aussi sûrement que la terre tourne autour du soleil ?

Parce que le capital est par nature inséparable du travail salarié. Il ne peut exister sans lui : il en est la contrepartie nécessaire. Il s'approprie sous forme de plus-value l'essentiel du travail effectué par une foule considérable de travailleurs. Ces derniers, les prolétaires, parce qu'ils sont dépouillés de tout, sans réserves, sont contraints pour vivre de vendre leur force de travail aux détenteurs du capital qui concentrent les moyens de travail. Ils n'obtiennent dans cet échange qu'un salaire équivalent à une petite partie du travail réalisé. Et encore, uniquement dans la mesure où leur travail est utile au capital !

Or, le capital ne peut exister sans une multitude de capitaux qui apparaissent sous la forme d'entreprises concurrentes entre elles, qu'elles soient privées ou d'Etat, ou même baptisées socialistes.

Chaque entreprise ne peut survivre sans réaliser un profit. Ce profit est d'autant plus important que l'entreprise est plus compétitive sur le marché, ce qui l'oblige à investir toujours davantage que la voisine. Seulement, toutes les entreprises font de même. Il s'ensuit que la part du travail nouvellement créé, seule source de la valeur, rapportée au travail ancien, qui est avancé sous la forme de machines et de matières premières, finit par diminuer, et que par conséquent le taux de profit général de l'économie tend à baisser. A cela les entreprises réagissent en exploitant davantage leurs travailleurs, accaparant une part plus grande de la richesse produite.

Le capital, assoiffé de plus-value, ne peut assurer son fonctionnement qu'au prix d'une guerre quotidiennement menée par ses hordes de bureaucrates, flics, politiciens et larbins en tous genres, contre la classe ouvrière, contre ses tentatives d'améliorer son sort, ses conditions d'existence et de lutte. Le fossé entre exploités et exploités ne peut donc que s'approfondir constamment.

Cela suffit-il à tirer le capitalisme d'embarras ? Non, car le résultat de cette activité fébrile d'investissement est que la société se trouve à un moment donné avec trop de marchandises en stock. Trop, non pas dans l'absolu, parce qu'en même temps les larges

masses manquent de l'essentiel pour vivre, mais trop par rapport à la capacité d'absorption du marché. Elle possède trop de bras, non pas en général, parce que les machines existent bien et que les journées de travail sont trop longues, mais par rapport aux besoins en main-d'œuvre de l'industrie. Et comme le capital ne parvient pas à se réaliser, il devient lui aussi surnuméraire et, malgré tous les efforts déployés, le profit continue de chuter !

Quelle est donc la solution ? Que le capital investi soit suffisamment dévalorisé, la force de travail suffisamment dépréciée, et, en conséquence, le taux de profit suffisamment rétabli pour que l'économie s'élançe dans un nouveau cycle d'accumulation frénétique, au prix d'une pression plus forte encore sur la classe ouvrière du monde entier et d'une misère plus grande encore pour les masses exploitées des pays dominés.

Essayez donc de maîtriser cette anarchie par le contrôle de l'Etat ! Vous disciplinez peut-être dans une certaine mesure la concurrence sur le marché intérieur, bien qu'au prix d'une hypertrophie bureaucratique. Cependant, comme les économies nationales restent concurrentes entre elles, la guerre de tous contre tous est portée à un niveau supérieur, sur le marché mondial. Et là s'affrontent les grands trusts internationaux, privés ou publics, qui sont des concurrents aux atouts bien plus énormes que ceux des entreprises locales : ils disposent, eux, de machines d'Etats qu'ils se soumettent, de flottes de guerre et de stocks de missiles pour faire valoir leurs intérêts. La concurrence économique se transforme donc en concurrence généralisée entre Etats, c'est-à-dire en rivalités d'appétits non seulement économiques et commerciaux, mais également diplomatiques, stratégiques et militaires.

Elle devient une lutte sur tous les fronts pour les zones d'influence et les chasses gardées, qui connaissent nécessairement un développement inégal des capacités économiques et de la puissance des Etats : c'est vrai pour chacune d'elles en leur sein, mais aussi pour les unes par rapport aux autres.

L'Allemagne et le Japon, boucs émissaires du dernier carnage impérialiste, ont été rasés hier, mais les voila de nouveau menaçant l'orgueilleuse Amérique sur ses propres marchés surencombrés, tandis que la zone russe, hypermilitarisée pour faire le poids devant la puissance des Etats Unis, manifeste toujours un manque au moins relatif de capitaux.

Dès lors, sur le terrain du capitalisme, seule une nouvelle guerre peut permettre en fin de compte le repartage général du monde indispensable à un nouvel essor des forces productives.

Et quel est l'effet de ce genre de solution des crises ? Celui même que dénonçait déjà le *Manifeste* en 1848 : « la préparation de crises plus générales et plus puissantes ; ce qui revient à diminuer les moyens de les éviter ».

4. Les droits bourgeois sont une mystification pour la classe exploitée

C'est au nom de la défense de la démocratie contre le fascisme que le prolétariat mondial a été entraîné dans la deuxième bouche-rie impérialiste, avec l'appui total de l'Internationale stalinisée ; tandis que dans l'Allemagne nazie, la bourgeoisie justifiait de son côté la guerre par la défense d'un prétendu socialisme national contre l'impérialisme des « démocraties ploutocratiques » et que la bourgeoisie japonaise prétendait émanciper l'Asie des impérialismes blancs.

Au sortir de la deuxième guerre impérialiste, on proclama que la conquête continue de droits, de libertés nouvelles et de l'égalité juridique devaient permettre de résoudre sans heurt, sans violence, sous la haute protection de l'ONU et de sa déclaration universelle des Droits de l'Homme, les contradictions entre les classes et entre les Etats, entre l'individu et la société. Même le faux socialisme russe s'est finalement rallié à cette thèse avec le célèbre XX^e Congrès du PCUS, sa coexistence pacifique, ses voies démocratiques, parlementaires et nationales au socialisme.

Ce que signifie l'égalité des droits en régime capitaliste a été largement confirmé par la vague anti-impérialiste du second après-guerre. Cette dernière a donné partout un vigoureux coup de fouet aux forces productives. Mais la conquête de l'indépendance et de l'égalité juridique entre les nations dans l'ONU a-t-elle supprimé le fait que le capitalisme est à l'étroit dans ses limites nationales ?

Au contraire. Jamais la mainmise des grands impérialismes sur les matières premières n'a été aussi totale, la masse des investissements impérialistes aussi gigantesque, l'endettement international aussi colossal, au point que de nombreux pays doivent se soumettre à une véritable dictature des grandes banques de quelques Etats et du Fond Monétaire International, qui leur dictent jusque dans le moindre détail leur politique économique, financière, sociale et donc policière ; l'Egypte et le Pérou, la Turquie et le Sénégal en ont déjà fait, avant combien d'autres, la triste expérience.

Jamais sans doute les mailles des filets diplomatiques et militaires qui enserrant tous les pays du monde n'ont été aussi étroites et la fiction de l'égalité des nations n'a été aussi mise à mal. Mais comment les pays nouvellement parvenus à une existence nationale indépendante pourraient-ils échapper à cet état, alors que même de vieux et puissants pays capitalistes et impérialistes, comme l'Allemagne et le Japon, l'Angleterre ou la France sont condamnés à la vassalité politique ?

Ce que signifie l'égalité juridique entre les travailleurs, l'Intouchable indien, le Noir américain, le travailleur immigré en Europe,

aux Etats Unis ou ailleurs, la femme prolétaire qui subit le double esclavage de l'usine et du travail domestique partout dans le monde, et bien d'autres exploités en font la tragique expérience quotidienne. Que valent en effet toutes les proclamations de principe et les garanties constitutionnelles devant la réalité du capitalisme, qui repose sur la concurrence entre les ouvriers et qui cultive en fait sinon en droit toutes les vieilles superstitions, toutes les différences de caste ou de race, de nationalité ou de sexe, d'âge ou de culture et de qualification, pour opposer les travailleurs les uns aux autres ?

Et, surtout, l'égalité entre l'exploiteur et l'exploité, quelle fantastique mystification ! Le paysan indien du Mexique ne vaut pas lourd devant le propriétaire foncier, le mineur sud-africain encore moins devant le patron du trust minier. Mais, malgré tous les droits et garanties qui l'alourdissent, quel est le poids réel dans l'Etat de l'ouvrier américain dès qu'il s'oppose au manager d'un des puissants trusts internationaux ? Que pèsent même des milliers de ses frères face à ce patron ? La loi, établie par les représentants du peuple, leur donne bien le droit de grève, mais s'il leur vient à l'idée d'en faire un usage tant soit peu sérieux, c'est-à-dire qui lèse les intérêts du capital, c'est la même loi qui a prévu de déchaîner sur eux, le plus démocratiquement du monde, des régiments entiers de fonctionnaires et de juges, des troupes de policiers et de gardes fédéraux et locaux, des escouades de miliciens privés et même de tueurs à gage, qui se dépêchent de compléter le travail de sabotage de cohortes de bureaucrates syndicaux ayant un pied dans le gouvernement et l'autre dans la pègre, et tout cela pour faire respecter la sacro-sainte liberté du travail !

Les fameuses libertés de presse, de réunion, même dans les démocraties les plus libérales, sont une hypocrisie sans nom, quand bien même elles ne sont pas limitées par la loi. Il n'a jamais fallu autant de capitaux qu'aujourd'hui pour lancer un journal. Jamais le monopole des moyens d'information, surtout avec la radio et la télévision, n'a été tenu dans un nombre aussi petit de mains. La concentration de la propriété foncière et le contrôle de l'Etat interdit pratiquement de trouver des lieux de réunion aux travailleurs qui en auraient besoin, même lorsque la loi les y autorise théoriquement.

L'invocation permanente des Droits de l'Homme ne fait que couvrir partout, même dans les démocraties les plus raffinées, le recours de plus en plus systématique à la torture des prisonniers et à l'assassinat politique. Quelle consolation, ces déclamations juridico-philosophiques, pour ceux auxquels le capital ne laisse d'autre liberté réelle que de vivre et mourir pour lui, et d'autre droit réel que de chanter les louanges de cet esclavage !

5. L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser mais à détruire

Que peut bien signifier le suffrage universel, quand la puissance des trusts est telle qu'ils peuvent s'acheter les députés en bloc et des partis entiers, quand ils parviennent aussi facilement à se domestiquer les fonctionnaires et les officiers ? De quel intérêt sont devenus les parlements, depuis que la concentration du capital financier a pour effet de leur ôter tout pouvoir de décision et ne leur concède plus qu'une fonction purement décorative ? Quel sens ont dans ces conditions les élections, multipliées à l'infini pour le parlement et les municipalités, et même dans les entreprises, sinon de donner quelques sinécures à des élus dont le rôle est de piétiner les intérêts de leurs mandats et de leur faire accroire que, grâce à ce système, on peut influencer sur la marche du capitalisme et finir par l'apprivoiser ?

La violence des contradictions sociales qui se déchaînent dans les pays capitalistes périphériques vient aujourd'hui rappeler à quel point les mécanismes sacrés de la démocratie parlementaire eux-mêmes sont incapables de résister à la moindre secousse sociale : l'armée prend alors directement les affaires en mains, avec la collaboration de plus en plus fréquente des partis libéraux, démocratiques et soi-disant ouvriers.

Dans les pays capitalistes les plus vieux, les pays impérialistes d'Occident, la collaboration active de puissants partis visant à concilier les intérêts des classes, a permis de pousser à fond la méthode démocratique de gouvernement. Ces partis, qu'ils soient carrément démocratiques petits-bourgeois ou ouvriers bourgeois, c'est-à-dire ouvriers par leur composition et leur influence et bourgeois par leur politique, font alterner les périodes d'opposition loyale sur le terrain parlementaire et les périodes de participation gouvernementale, poursuivant dans les unes comme dans les autres la stérilisation des luttes ouvrières et le renforcement de la machine de l'Etat capitaliste. C'est ainsi que la répression du terrorisme « romantique », type Brigades Rouges en Italie, est venu rappeler à quel point ces partis aidaient l'Etat à passer d'un coup à l'état d'exception légal au moindre signe de révolte sociale contre l'ordre démocratique, avant même que la classe ouvrière ne se mette en mouvement à grande échelle.

Et c'est ce formalisme contre-révolutionnaire de la démocratie, que la bourgeoisie ne conserve que pour cacher sa domination, que la classe ouvrière devrait défendre coûte que coûte, et sur lequel elle devrait s'appuyer pour lutter contre la classe capitaliste ?

Après qu'en Espagne le franquisme ait passé avec succès la main à la démocratie dans le but d'endiguer la lutte ouvrière,

ne voit-on pas les bourgeoisies brésilienne et polonaise tentées à leur tour par des formes d'ouverture et de pluralisme ?

« Le gouvernement moderne, disait le *Manifeste* de 1848, n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe capitaliste. »

Plus l'Etat est démocratique, plus il laisse le libre jeu aux forces de la bourgeoisie, plus il tombe aux mains des forces bourgeoises les plus puissantes, c'est-à-dire une infime poignée de groupes financiers immenses qui ne se contentent pas seulement d'exploiter la classe ouvrière, mais ruinent chaque jour des masses plus grandes de paysans et jusqu'à la piétaille capitaliste elle-même, pourtant agenouillée devant leur puissance.

Plus l'Etat est démocratique, plus il parvient à faire participer à sa gestion les prolétaires eux-mêmes, plus la classe ouvrière est chargée de chaînes et plus elle est entravée dans sa lutte contre la classe capitaliste.

Plus l'Etat est démocratique, plus il semble s'élever au-dessus des classes sociales et de la société entière, plus il l'écrase en fait de son poids et plus il réalise en fait la dictature impersonnelle du capital !

6. La société est archimûre pour le communisme

Depuis le début du XX^e siècle, c'est-à-dire depuis qu'une poignée de trusts et d'Etats se partagent et se repartagent le monde, le capitalisme est parvenu à son stade ultime, l'impérialisme, qui est l'« antichambre du socialisme », comme disait Lénine.

Depuis longtemps, déjà, la société est globalement archimûre pour la transformation communiste, même si on tient compte des énormes différences de développement entre les diverses régions du monde. C'est pourquoi le conflit entre d'une part les forces productives modernes, le travail associé, la vie collective et leur produit le plus pur, le prolétariat, et d'autre part ces rapports eux-mêmes, à savoir le capital, le marché, et les Etats qui les défendent, prend toujours davantage l'allure d'une succession infernale de crises, de guerres et de toutes sortes de calamités.

Ce cours catastrophique ne cessera qu'avec le renversement violent de l'ordre établi qui permettra à la société d'arracher les forces productives aux lois aveugles du capital et de les mettre au service du développement de l'humanité.

Quelle que soit la durée de la transformation communiste de la société entière, elle seule peut permettre de remplacer l'anarchie généralisée par l'administration internationale centralisée des capacités productives de l'humanité, des ressources naturelles et

des richesses de la planète entière, de supprimer la division sociale du travail et les classes sociales, de compenser par la solidarité désintéressée les conditions géographiques ou climatiques défavorables, de combler les écarts existants entre pays riches et pauvres et donc le fossé entre les nations et les races, d'en finir avec l'esclavage domestique et l'infériorité sociale de la femme, de détruire l'antagonisme entre villes et campagnes, de parer enfin aux conséquences dangereuses de l'industrie, et de stopper le processus d'épuisement de la terre et des hommes qui découle nécessairement des lois du capital.

Utopie ! crient les idéologues bourgeois ! Mais le capitalisme n'a-t-il pas déjà livré, avec les progrès de la technique agricole moderne, les solutions pour nourrir la population du monde entier, pourvu seulement qu'on libère les moyens de production existant du monopole des propriétaires fonciers et de l'emprise du marché capitaliste ? N'y a-t-il pas déjà à l'échelle du monde suffisamment de techniques modernes pour permettre de réduire considérablement le temps de travail et de parer aux besoins les plus pressants en biens de première nécessité, pourvu qu'on intègre au processus productif la moitié de l'humanité qui en est actuellement chassée par le mécanisme du salariat, et qu'on soustraie les machines aux lois aveugles du capital ?

Est-il vraiment si étrange d'imaginer pouvoir se passer progressivement du marché à l'échelle de la planète en administrant centralement la production et la consommation de toute l'humanité ? C'est le cours même du capitalisme qui y pousse inéluctablement. Les trusts les plus puissants font déjà travailler ensemble des centaines de milliers et parfois des millions d'hommes qui, au sein de ces immenses entreprises, se passent parfaitement du marché pour faire circuler les produits qu'ils fabriquent.

La division internationale du travail a déjà été poussée au point où les marchandises courantes vendues sur toute la planète contiennent du travail effectué par des ouvriers de tous les continents, un point où la puissance et la rapidité des moyens de communication modernes permettent de comptabiliser d'un coup des masses de renseignements pris dans tous les coins de la terre. D'immenses chaînes de magasins concentrent une part croissante de la consommation. Des sociétés gigantesques ou des institutions publiques contrôlent le logement de millions d'hommes. Une part énorme de la population se nourrit au moins en partie dans des restaurants collectifs. Mais le capitalisme poursuit ce processus de socialisation à sa manière, en poussant à l'absurde la concurrence entre les trusts et les Etats et en rendant la vie toujours plus insupportable aux larges masses.

Il sera infiniment plus aisé d'unir dans une même unité productive le travail des mille premières entreprises du monde qui

contrôlent déjà une grande partie des richesses créées, et d'y agréger progressivement le reste de la production qu'il n'a été, hier, de passer des petites unités de production individuelle aux entreprises modernes qui coordonnent le travail de centaines de milliers d'ouvriers, et parfois davantage. Il sera sans doute infiniment moins difficile d'unir en une seule unité sociale quelques 150 Etats nationaux que cela n'a été, hier, de réunir plus de 350 Etats allemands en un Etat national unitaire !

La plupart des tâches productives sont déjà devenues suffisamment simples pour qu'une large proportion de la population, d'ailleurs toujours croissante, puisse les accomplir. Partager entre tous les membres de la société les tâches pénibles et ingrates dont la machine ne peut pas encore se charger et commencer à répartir entre tous les tâches productives, administratives et intellectuelles est donc à portée de la main, pourvu qu'on en finisse avec les lois du capital !

Le capitalisme, qui accumule tous les matériaux de la transformation communiste de la société, ne se contente pas de rendre cette issue nécessaire pour arracher l'humanité aux tourments où ses conséquences la plongent, il produit encore la force qui en débarrassera l'humanité : le prolétariat.

7. Le prolétariat est le fossoyeur du capitalisme

La classe capitaliste s'est vengée des frayeurs que lui avait causées la révolution d'Octobre par un cannibalisme sans précédent. Là où la démocratie parlementaire, les ressources du pluralisme et de l'alternance démocratique n'ont pu permettre de contenir l'élan du prolétariat, et la collaboration des bureaucraties réformistes de dévoyer sa protestation et de la rendre compatible avec l'ordre bourgeois, le fascisme s'est assuré son consentement forcé à l'ordre impérialiste. En brisant l'orientation et l'organisation du prolétariat à l'échelle internationale, le stalinisme a été l'agent politique de cette soumission. En Russie, il l'a imposée directement, par la démolition du parti communiste et de l'Etat prolétarien, l'extermination de toute la vieille garde révolutionnaire et la mise en coupe réglée du prolétariat.

Sur la vague de la prospérité de l'après-guerre, la bourgeoisie a lancé avec la collaboration active du réformisme social-démocrate et du néo-réformisme stalinien une avalanche de réformes sociales, que la classe ouvrière a payées d'avance du sang de dizaines de millions de siens sur les champs de bataille ou sous les bombardements, et de souffrances inouïes pendant la guerre et la reconstruction.

Mais la classe ouvrière a-t-elle vraiment pu être intégrée, s'est-elle définitivement embourgeoisée, comme l'ont proclamé toutes les milices idéologiques de la bourgeoisie, ou alors a-t-elle définitivement cessé d'avoir des intérêts distincts des autres classes pour se « fondre au sein du peuple », comme aimeraient le faire croire les théoriciens vendus de la *Nomenklatura* moscovite ? Si par absurde cela était vrai, pourquoi donc ce gonflement toujours plus démesuré des corps de répression et, plus élégamment, des corps de prévention, psychologues et autres travailleurs sociaux, là où les opportunistes, les curés et les ayatollahs perdent leur influence ?

En fait, les armes dont dispose théoriquement la classe ouvrière sont devenues bien plus puissantes encore. Les rangs du prolétariat n'ont pas seulement considérablement grossi. La concentration industrielle lui donne des moyens toujours plus énormes, même si les divers experts bourgeois s'efforcent par tous les moyens d'en atténuer les effets révolutionnaires. L'éducation et la discipline généreusement dispensées aux prolétaires dans les bagnes industriels et dans les armées bourgeoises deviennent des armes toujours plus menaçantes pour le capitalisme si la classe ouvrière sait les utiliser pour ses propres intérêts.

Tandis que la marche du capital exacerbe toujours davantage la concurrence entre les bourgeois et les pousse à s'entredéchirer constamment, elle précipite des masses de petits-bourgeois et de paysans ruinés dans le prolétariat, elle égalise et unifie toujours plus les conditions de vie et de travail des prolétaires, fait tomber les barrières entre hommes et femmes en les rendant interchangeables dans l'usine, brasse les nationalités sur la même chaîne et dans le même quartier par d'incessantes migrations ouvrières.

Et si la bourgeoisie et ses larbins réformistes s'acharnent à reconstruire perpétuellement ces barrières et ces divisions, ils peuvent retarder, mais non pas contrecarrer définitivement les effets d'un processus qui condamne inexorablement les prolétaires à lutter pour défendre leurs conditions de vie et de travail constamment menacées par les lois du capital et les pousse donc à surmonter la concurrence entre eux, sur laquelle repose la force de la bourgeoisie. Si l'union qui naît de cet effort est temporairement détruite par des conditions défavorables, par la brutalité de la police ou le sabotage des courants prétendument ouvriers vendus à l'adversaire, elle doit cependant renaître plus forte encore sous le fouet du capital.

La formidable grève des ouvriers polonais de l'été 1980 vient de rappeler quelle force immense se cache dans les muscles du géant prolétarien endormi. Et un an auparavant, l'effondrement de l'armée iranienne, une des plus modernes du monde, a rappelé que ce sont des soldats qui manient les armes, que ces soldats

sont en grande partie des travailleurs et que leur cœur peut se mettre à battre au pouls de leurs frères de classe, il a montré que les canons les plus sophistiqués ne sont que ferraille si les soldats refusent de s'en servir. Quelle puissance aura alors le prolétariat s'il utilise ces armes pour son propre compte !

Le combat de la classe ouvrière est aujourd'hui renforcé par les nombreux bataillons prolétariens qui surgissent sur tous les continents hier colonisés et où le développement capitaliste a été fulgurant. Ces nouveaux prolétaires entrent dans la lutte avec la spontanéité révolutionnaire que leur confère leur manque total de réserves. Ils sont souvent aiguillonnés par les récentes luttes d'émancipation nationale, et font voler en éclat le mythe des « socialismes nationaux » réalisés, comme en Algérie, par la collaboration harmonieuse de toutes les classes. De plus, les puissantes migrations internationales les poussent jusque dans les métropoles impérialistes où ils forment les secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière et entraînent l'ensemble à la lutte.

Quand l'impérialisme aura repris à la classe ouvrière les garanties qui le protègent de ses réactions de révolte, il déchainera à nouveau la lutte prolétarienne, et les théories de l'embourgeoisement de la classe ouvrière et de la révolution désormais accomplie par les marginaux chers à Marcuse, tout le fatras des théories réformistes du dépassement du capitalisme ou des voies nouvelles au socialisme chères aux sociaux démocrates et aux héritiers du stalinisme, sans parler des charlataneries du « socialisme réel » en Europe orientale, disparaîtront dans les oubliettes.

« De toutes les classes qui s'opposent actuellement à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire », proclamait déjà le *Manifeste* de 1848.

Dans sa course infernale, l'impérialisme n'a pas seulement accumulé les armes qu'il met malgré lui dans les mains des prolétaires et que les courants pseudo-ouvriers réformistes ont pour mission d'enrayer et de cacher. Malgré tous ses efforts, il est contraint de montrer aussi à la classe comment les utiliser et vers qui les pointer.

La bourgeoisie a entouré son Etat des multiples systèmes de défense. Cependant toute la fumée des élections et des parlements, tout le brouillard des alternances démocratiques et du pluralisme, toutes les diversions de la décentralisation, de l'autogestion, du contrôle du citoyen sur les institutions à tous les niveaux, ne parviennent pas à cacher la concentration hystérique de toute la vie sociale dans les mains de l'Etat centralisé et donc la citadelle stratégique à investir pour ouvrir la voie de la société future.

La bourgeoisie a déversé sur la dictature prolétarienne dans la Russie d'Octobre des monceaux de calomnies au nom de la

démocratie. Elle est cependant contrainte tous les jours de démontrer que toute tentative d'utiliser la machine de l'Etat capitaliste dans le sens des intérêts prolétariens est vaine, que cette machine doit donc être détruite de fond en comble. Condamnée à utiliser de plus en plus souvent sa violence ouverte contre les révoltes qui éclatent périodiquement, la bourgeoisie fait quotidiennement la preuve, malgré tous ses boniments libéraux, que sa force ne repose pas sur le droit, la morale et autres fadaïses, mais sur la violence, la dictature et la terreur qu'inspire la supériorité des armes. Elle éduque donc le prolétariat à ne respecter aucune légalité et aucun fétiche constitutionnel.

La bourgeoisie a présenté comme le pire des crimes d'Octobre la dictature d'un seul parti. Mais tout le cours ultérieur de sa domination de classe fait apparaître cette dictature d'un seul parti comme une tendance historique inélectable. C'est grâce à elle que la contre-révolution a vaincu en Russie avec le stalinisme. C'est grâce à elle seule qu'a été possible la stabilisation de l'Europe de l'Est après le partage de Yalta. C'est avec elle que les jeunes bourgeoisies du Tiers Monde parviennent à faire face aux contradictions suraiguës qui les menacent. C'est de cette forme que se rapprochent irrésistiblement les démocraties blindées d'Occident, héritières du fascisme, et dont les divers partis tendent à devenir toujours plus interchangeables et à se montrer toujours plus serviles devant un exécutif tout puissant et un présidentialisme exacerbé. Et le prolétariat devrait, lui, refuser l'arme de la direction sans partage de son parti ?

La bourgeoisie présente l'internationalisme comme un épouvantail. Voici cependant qu'elle doit étouffer régulièrement ses querelles dans la jungle des appétits nationaux. Pour faire face aux luttes sociales qui menacent sa domination sur un quelconque endroit de la planète, elle n'hésite pas à faire taire ses prétentions et à appeler la solidarité des gendarmes impérialistes plus puissants auxquels elle laisse le contrôle d'organisations internationales en tout genre, et en particulier d'une véritable Internationale de la répression. Et le prolétariat, lui, qui est une classe internationale par nature, qui l'est toujours davantage par ses conditions de vie, de travail et de lutte, devrait arborer un principe national que la bourgeoisie doit tous les jours davantage fouler aux pieds ?

Ce n'est pas en découvrant des armes inédites que la classe ouvrière s'émancipera, mais en se saisissant de celles que lui livre la bourgeoisie et dont elle lui montre malgré elle le maniement.

Comme l'affirmait le *Manifeste* en 1848, « la bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Son déclin et la victoire du prolétariat sont également inévitables ».

II. La classe ouvrière possède dans son passé les armes pour vaincre

1. Le marxisme est la théorie du parti de classe

La classe ouvrière n'a pas besoin d'inventer une nouvelle théorie pour s'émanciper du jour du capitalisme. Sa théorie, c'est le marxisme révolutionnaire. En dépit des efforts constants déployés par des armées d'idéologues à sa botte, la bourgeoisie n'est pas parvenue à le démolir, parce que l'évolution du cours de l'impérialisme le confirme en tous points.

« Sans théorie révolutionnaire, il n'est pas d'action révolutionnaire », affirmait Lénine. Pendant la phase de gestation du mouvement ouvrier, qui se termine en 1848, les théoriciens communistes avaient bien anticipé la société future, mais ils la voyaient encore comme un simple résultat de la marche triomphale des idées. De leur côté, les ouvriers restaient encore organisés dans le sillage idéologique des franges extrêmes de la bourgeoisie et repoussaient les idées communistes.

Pour surmonter l'opposition qui existait entre la théorie communiste et la lutte politique, il fallait que les conditions matérielles de l'émancipation prolétarienne aient suffisamment mûri, que l'antagonisme entre la classe ouvrière et la bourgeoisie soit développé jusqu'à un certain point.

La classe ouvrière s'est donné l'instrument de ce dépassement en utilisant les connaissances théoriques les plus avancées dans les domaines de la philosophie, de la politique et de l'économie. Avec la conception matérialiste de l'histoire, découverte par Marx et que le *Manifeste* de 1848 expose de façon synthétique, le communisme apparaît désormais comme la conséquence du capitalisme et le mouvement de lutte du prolétariat comme l'artisan de son avènement.

Avec le marxisme, le prolétariat est parvenu à se donner sa propre théorie faite d'un bloc, qui fonde son programme, éclaire son mouvement dans toutes les phases de son développement et affermit les principes de son combat. A partir de ce moment-là sa lutte contre la bourgeoisie est menée en tant que mouvement de classe totalement indépendant, en tant que parti distinct : alors commence l'histoire du parti communiste.

Le parti communiste est l'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, il unifie les efforts des masses laborieuses, en les dirigeant de la lutte quotidienne

pour des intérêts partiels et des résultats contingents vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Il a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens matériels d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

Les conditions historiques ont fait naître le mouvement prolétarien en Europe, mais ce mouvement embrasse désormais le monde entier. Elles ont fait naître le marxisme en Europe, mais il se présente d'emblée comme théorie internationale du prolétariat. Elles ont fait naître le parti communiste en Europe, mais le but de son combat est dès le début la dictature internationale du prolétariat et la transformation communiste de la société, concevable seulement à l'échelle de la planète entière, parce que le capitalisme lui-même n'a pu naître en Europe que par la mise en coupe réglée de tous les continents.

L'expérience de lutte de toutes les générations de prolétaires, de tous les contingents nationaux du prolétariat, enrichit le patrimoine historique et international du parti communiste qui doit servir à féconder les luttes à venir et contribuer ainsi à la victoire définitive sur la société bourgeoise.

2. La Ligue des Communistes

La Ligue des Communistes, dont le célèbre *Manifeste du parti communiste* de février 1848, écrit par Marx et Engels, constituait le programme, fut une magnifique et généreuse anticipation du parti international.

On était alors à la veille du formidable bouleversement révolutionnaire que le capitalisme provoquait en Europe : les classes bourgeoises disputaient encore le pouvoir aux monarchies féodales, mais le prolétariat montrait déjà, notamment avec l'insurrection parisienne de juin 1848, que le combat entre le communisme prolétarien et la démocratie bourgeoise était inéluctable.

La Ligue, plus particulièrement implantée en Allemagne, participa avec ardeur à la révolution anti-féodale dans l'espoir de rendre selon les termes de Marx « la révolution permanente » jusqu'à ce que la classe ouvrière ait concentré entre ses mains le pouvoir dans les principaux pays. Elle tira des luttes des classes en 1848-51 cet enseignement : le prolétariat ne peut utiliser telle quelle la machine de l'Etat pour son propre compte et doit ériger sur ses ruines son propre Etat. Pour désigner le pouvoir politique révolutionnaire et terroriste de la classe ouvrière victorieuse elle laissa à la postérité le terme de « dictature du prolétariat ».

La Ligue ne résista cependant pas aux querelles provoquées par la contre-révolution, qui opposaient les partisans de la préparation révolutionnaire, Marx et Engels, et ceux de putschs révolutionnaires, aussi impuissants qu'ils pouvaient être généreux. Elle fut dissoute en 1852.

3. L'Association Internationale des Travailleurs (I^{re} Internationale)

L'Association Internationale des Travailleurs fut proclamée à Londres en 1864. Son but était de rassembler en un creuset unique toutes les organisations de classe. Il s'agissait d'unifier, à la chaleur de la lutte commune, théorie et action. En effet, ces deux termes étaient encore séparés par l'opposition entre les sectes socialistes et le mouvement politique où prolétaires et démocrates bourgeois avaient encore un chemin commun possible, et où ces derniers prétendaient représenter les premiers et y parvenaient le plus souvent.

La I^{re} Internationale joua un rôle éminent pour fondre la lutte des ouvriers des différentes nationalités. Elle inscrivit dans ses Statuts que « l'émancipation n'est point un problème local ou national, mais un problème social embrassant tous les pays où le régime social moderne existe » et soutint activement par la solidarité internationale prolétarienne les divers mouvements de la classe ouvrière ainsi que les luttes nationales révolutionnaires en cours, notamment pour l'émancipation de la Pologne et de l'Irlande.

Elle œuvra efficacement à dépasser l'opposition qui existait entre la lutte économique des ouvriers et la lutte politique, pour les fondre dans une lutte générale révolutionnaire contre le capitalisme, dont les organisations économiques, si elles sont des centres de vie prolétarienne, peuvent devenir de puissants leviers.

Cependant, la collaboration du trade-unionisme anglais, du courant anarchiste et du marxisme ne put survivre à la Commune de Paris de mars 1871, qui confirmait en tous points les positions du marxisme. L'expérience de la Commune vérifia en effet la nécessité d'ériger un Etat prolétarien temporaire sur les ruines de l'Etat bourgeois, et sa défaite confirma que « dans sa lutte contre le pouvoir unifié des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir en tant que classe que s'il se constitue en parti politique autonome, qui s'oppose à tous les autres partis constitués des classes possédantes » comme Marx le précise dans les Statuts de 1872. Dès lors, le parti prolétarien ne pouvait que « se fermer » sur ces positions. Toute discipline commune devenait impossible

en son sein avec le trade-unionisme, qui nie la lutte politique révolutionnaire, comme avec l'anarchisme, qui nie le besoin de l'Etat et du parti. L'AIT cessa pratiquement toute activité en 1872.

4. L'Internationale Ouvrière Socialiste (II^e Internationale)

La vie et le développement d'organisations prolétariennes ne cessa pourtant pas dans plusieurs pays. En 1889, l'Internationale Socialiste fut proclamée à Paris pour coordonner et unifier l'action des différentes sections nationales. Son activité entraîna de nouvelles nationalités dans le mouvement d'émancipation de la classe ouvrière. Elle joua un rôle déterminant dans l'organisation de la classe ouvrière sur le terrain syndical, et fit de la manifestation internationale du 1^{er} mai, commémoration des victimes de la répression capitaliste et lutte pour la journée de 8 heures, un puissant moyen de lutte et d'éducation de la classe ouvrière. Ce vaste mouvement d'organisation de la classe servit à son tour de tremplin efficace pour le mouvement politique de la classe.

A l'époque, la bourgeoisie européenne et nord-américaine avait accompli sa phase révolutionnaire et achevait de modeler et d'adapter par le haut l'Etat à ses besoins exclusifs. Dans la lutte pour les réformes, l'Internationale ouvrière combattit dans les parlements bourgeois pour arracher les ouvriers à l'influence des radicaux bourgeois et pour faire d'elles une occasion de préparation révolutionnaire contre l'Etat capitaliste.

C'est à la même époque que les forces productives, déjà trop à l'étroit dans les frontières des Etats nationaux, commençaient à pousser les bourgeoisies euro-américaines sur les traces de la bourgeoisie anglaise. Entraînant dans leur sillage la Russie et le Japon semi-féodaux, elles se lancèrent à la conquête du monde, dont le partage colonial fut achevé dès les premières années du XX^e siècle. Cette situation se refléta dans le parti prolétarien par l'assaut d'une première vague opportuniste, qui prit le drapeau du révisionnisme social-démocrate. Pour ce courant, le suffrage universel, la conquête de droits et les réformes permettaient d'arracher graduellement l'Etat au contrôle de la bourgeoisie et de transformer pacifiquement le capitalisme en socialisme. Les marxistes radicaux menèrent alors la lutte contre le révisionnisme, défendirent la vision catastrophique et révolutionnaire du marxisme, et condamnèrent les blocs électoraux et la participation aux gouvernements bourgeois.

Cette vague opportuniste fut endiguée. Cependant les progrès

du parlementarisme bourgeois et la corruption sociale permise par les miettes tombées de la table des festins impérialistes eurent pour effet d'anesthésier les chefs prolétariens et les bureaucraties ouvrières dans des proportions plus larges encore, alors même que les organisations politiques et économiques de la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique du Nord se développaient de façon spectaculaire. Cela provoqua l'affaiblissement de leur combativité et leur inaptitude croissante à la lutte révolutionnaire. En réaction à ce cours réformiste, se développèrent des courants ouvriers anti-parlementaires, syndicalistes, qui réagissaient à l'opportunisme du « marxisme officiel » par une rechute dans d'autres formes d'opportunisme de type anarchisant.

La gauche marxiste révolutionnaire mena dans plusieurs pays une bataille acharnée contre ces tendances opportunistes qui finirent néanmoins par devenir dominantes dans l'Internationale. Elle combattit la corruption coloniale, le crétinisme parlementaire et les blocs électoraux, défendit le rôle primordial du parti de classe par rapport aux autres organisations indispensables à la lutte ouvrière. Sous sa pression, l'Internationale fut malgré tout un puissant moyen d'éducation internationaliste et antimilitariste du prolétariat. Ainsi, lorsqu'avec le déclenchement de la guerre impérialiste en août 1914, les chefs opportunistes capitulèrent devant leurs bourgeoisies respectives en tombant dans le social-impérialisme et le social-patriotisme, les accents révolutionnaires de la résolution du congrès de Bâle de 1912 résonnaient encore aux oreilles des prolétaires : elle appelait la classe ouvrière internationale à répondre aux préparatifs de guerre impérialiste en préparant sa propre révolution.

Les chefs sociaux-démocrates se mirent donc à prêcher ouvertement la défense de la patrie dans la guerre impérialiste et participèrent à l'effort de militarisation, livrant le prolétariat complètement désorienté aux mains des différents états-majors. Les marxistes révolutionnaires et internationalistes, comme les Bolchéviks en Russie, les Spartakistes en Allemagne et la Gauche marxiste en Italie poursuivirent pourtant pendant la guerre impérialiste le combat intransigeant pour le défaitisme révolutionnaire et la révolution prolétarienne.

5. L'Internationale Communiste (III^e Internationale)

Les souffrances inouïes entraînées par la guerre impérialiste provoquèrent vite des réactions prolétariennes qui trouvèrent dans la Russie tsariste, où la paysannerie était également en mouvement

contre les puissants restes féodaux, une brèche pour s'emparer du pouvoir politique.

La révolution d'Octobre a entièrement démontré la justesse du combat mené par la Gauche marxiste révolutionnaire contre la social-démocratie réformiste, social-impérialiste et social-patriote. Elle a pleinement sanctionné le caractère nécessaire des solutions révolutionnaires aux crises du capitalisme et tout à fait justifié la perspective du défaitisme révolutionnaire, c'est-à-dire celle de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire.

Ce n'est pas tout. La victoire d'Octobre est venue prouver expérimentalement ce que la Commune de Paris n'avait pu encore que confirmer par la négative, à savoir que l'insurrection et la dictature exigent la direction sans partage du parti politique centralisé de classe, et que cette conquête du rôle dirigeant du parti n'est possible que par une longue préparation effectuée à travers les péripéties extrêmement riches d'une lutte théorique et pratique sans merci.

Cette confirmation historique intégrale des principes politiques du marxisme au feu de la lutte révolutionnaire a définitivement déblayé le terrain historique pour la formation du parti prolétarien et communiste sur le programme intégral du marxisme révolutionnaire.

C'est sur cette base de granit établie par les deux premiers Congrès de mars 1919 et de juillet 1920 tenus à Moscou, que naquit la III^e Internationale, l'Internationale communiste, bien que convergeaient vers elle des courants révolutionnaires non marxistes mais mûs par un antiréformisme sincère et une haine authentique du social-patriotisme, comme les groupes conseillistes de type allemand ou hollandais, ainsi que les courants syndicalistes anglo-saxons ou latins.

L'enthousiasme du prolétariat pour l'Octobre rouge était tel que même des fractions centristes, aux chefs opportunistes avérés, furent vite attirées par l'Internationale pour ne pas avoir à s'opposer aux masses, et cherchèrent à l'amener de l'intérieur à leurs propres conceptions défaitistes et collaboratrices. La majorité centriste du P.C. français est une illustration significative de ce phénomène.

A la différence de la II^e Internationale, qui restait en fait un mouvement du prolétariat blanc, l'Internationale Communiste chercha à organiser de façon indépendante les ouvriers de l'Orient et des colonies, de manière à unifier dans une seule et unique stratégie communiste mondiale la lutte des prolétaires des pays avancés et des masses encore essentiellement paysannes des pays dominés contre l'impérialisme et pour la « République universelle des Conseils ouvriers et paysans ».

Le Congrès des Peuples de l'Orient à Bakou en 1920 fut un temps fort de cette exaltante tentative.

Les bolcheviks surent utiliser une méthode impeccablement marxiste et révolutionnaire pour poser des grandes questions de tactique et d'organisation, comme ce fut le cas en particulier au III^e Congrès de l'IC à Moscou en 1921. Ils restaurèrent aussi avec maîtrise le cadre de la tactique du communisme révolutionnaire dans les thèses sur la question nationale et coloniale, sur la question agraire, sur la question syndicale, adoptées par le II^e Congrès de Moscou de 1920. Ils n'étaient cependant pas en mesure de donner toutes les solutions tactiques efficaces pour les pays de vieille démocratie, dont ils avaient évidemment une expérience insuffisante, et où, en l'absence de contribution positive des partis communistes occidentaux, hormis celle du courant de la Gauche du P.C. d'Italie qui avait bien peu de poids historique, ils furent tentés de généraliser les expériences et les méthodes utilisées avec juste raison dans la Russie semi-féodale et de les appliquer aux pays de capitalisme déjà sénile. Cela se révéla particulièrement grave après le IV^e Congrès de l'IC, alors que la Russie se trouvait dans une situation d'isolement tout à fait tragique.

Avec le reflux de la vague révolutionnaire en Europe, les courants centristes occidentaux utilisèrent ces insuffisances et ces flous tactiques et organisatifs pour chercher à attirer l'Internationale dans leur sens et elle fut soumise à des forces centrifuges grandissantes. La direction de l'Internationale chercha à résister à ces tendances par des improvisations tactiques de plus en plus dangereuses. Un exemple en est donné par le front unique prolétarien. Conçue pour arracher la classe ouvrière à l'influence des sociaux-démocrates à partir des luttes suscitées par la défense des prolétaires contre l'offensive capitaliste, cette tactique fut étendue dès 1922 au plan gouvernemental et, qui plus est, prônée sur le terrain parlementaire et non insurrectionnel.

Cela justifiait donc pleinement les réserves de la Gauche du PC d'Italie qui, pourtant pleinement d'accord avec le cadre général de cette tactique, avait cependant pris soin de demander que des limites strictes soient mises à son application pour éviter toute interprétation dommageable.

On se mit à passer d'une méthode à l'autre et à abandonner des méthodes reconnues erronées, sans critique suffisamment approfondie, mais en invoquant seulement des changements de situation. Ce fut notamment le cas au V^e Congrès, après la catastrophe d'Octobre 1923 en Allemagne, où le front unique politique avec les centristes poussé jusqu'au gouvernement « ouvrier » de Saxe-Thuringe, avait laissé aux social-démocrates l'initiative de toute lutte prolétarienne, et même de l'insurrection ; le PC d'Allemagne dut la décommander au dernier moment, provoquant une

irrémissible démolition de la classe ouvrière. On introduisait ainsi l'idée que les principes pouvaient varier avec les situations.

La direction de l'Internationale crut pouvoir se livrer à des manœuvres en direction de courants dont on s'était déjà séparé, comme les indépendants de gauche en Allemagne ou les terzinternationalistes en Italie. Au moment où le reflux de la vague révolutionnaire exigeait une sélection plus sévère et une épuration des partis, elle crut élargir leur influence en ouvrant leurs rangs. Elle paralysait ainsi l'action des partis concernés et effaçait progressivement les limites avec les centristes, avant même d'institutionnaliser au V^e Congrès les prétendus « partis sympathiques » (le Guomindang en sera un !), ou de pousser le flirt avec les démagogues « paysans » comme Raditch en Croatie ou La Follette aux Etats-Unis.

Cette succession d'improvisations de plus en plus douteuses devait s'accompagner tout à fait naturellement de la « terreur idéologique » et de pressions bureaucratiques, qui s'exercèrent sur les secteurs récalcitrants ou égarés et vinrent aggraver les manifestations inquiétantes d'un nouveau danger opportuniste.

Les erreurs de la direction de l'Internationale communiste affaiblirent considérablement le parti prolétarien devant la pression convergente des courants centristes à fond démocratique et social-chauvin d'Occident et des forces sociales qui, en Russie, cherchaient à détourner l'Etat prolétarien de la révolution mondiale, se faisaient les champions du développement national des forces capitalistes en mouvement et voulaient donc limiter la révolution à l'horizon bourgeois-capitaliste qu'elle n'avait pu dépasser en économie.

Ces forces trouvèrent un drapeau dans le stalinisme, et la théorie du « socialisme dans un seul pays » avait déjà remporté la victoire lorsque le formidable mouvement révolutionnaire des ouvriers de Shanghai et de Canton et des paysans chinois du Hunan fut livré sans défense par l'Internationale aux massacres du Guomindang en 1926-27, et quand la magnifique grève des mineurs anglais de 1926 fut carrément offerte au sabotage des chefs réformistes des trade-unions.

Dès lors, l'Internationale stalinisée devint un instrument de l'Etat capitaliste russe. Et, tout comme lui, elle fut utilisée pour combattre et exterminer les diverses oppositions nationales et internationales à cette politique contre-révolutionnaire. Ses restes en putréfaction furent eux-mêmes liquidés formellement lorsqu'en 1943 Staline échangea la dissolution de l'Internationale contre les avions de Roosevelt, sur le marché des dupes des luttes démocratiques et patriotiques où l'on fit mourir par dizaines de millions les prolétaires pour la défense des capitalismes démocratiques,

c'est-à-dire pour les pays impérialistes les plus puissants, les plus installés et les plus coriaces.

La nouvelle vague opportuniste, qui avait assuré son triomphe en 1926 et mené à une destruction durable de tout mouvement prolétarien, a réuni les pires caractéristiques des précédentes.

Le stalinisme a pris appui sur l'habitude néfaste de l'Internationale, qui consistait à découvrir tous les six mois de nouvelles situations pour justifier des oscillations tactiques de plus en plus amples, présenter la tactique prolétarienne comme la succession de tournants brusques dans les principes eux-mêmes et comme le résultat d'un machiavélisme génial de chefs inspirés et servilement adulés, et pour délier totalement la tactique des principes et du programme.

Il a pris appui sur les manœuvres envers les autres courants et les pressions bureaucratiques, et combiné largement l'ouverture du parti et le plébiscite démocratique ainsi que la catéchisation forcée, les mortifications publiques, la corruption, le terrorisme disciplinaire et la liquidation physique pour éliminer les vieilles gardes révolutionnaires et imposer sa politique bourgeoisie-capitaliste, tout en se présentant formellement comme le continuateur et l'héritier de l'Internationale de Lénine.

Il justifia tous les fronts populaires et nationaux, c'est-à-dire la subordination du parti prolétarien à des partis bourgeois, non seulement dans les pays où la bourgeoisie jouait un rôle historiquement progressif, ce qui était déjà grave, mais encore dans les pays où le capitalisme régnait en maître depuis des décennies et où le fascisme fut présenté ni plus ni moins comme une variété de réaction féodale.

Il n'hésita pas à se vautrer dans la collaboration ouverte avec les Etats capitalistes dans la guerre impérialiste, subordonnant le mouvement prolétarien des démocraties occidentales et des semi-colonies latino-américaines, ainsi que le mouvement d'émancipation coloniale dirigé contre les impérialismes français et anglais en Asie et en Afrique, aux intérêts de l'alliance entre les impérialismes démocratiques et le pseudo-socialisme russe contre les impérialismes de l'Axe.

Il tomba donc aussi bas que l'avait fait la vague opportuniste de la social-démocratie en 1914, mais il le fit en continuant à utiliser la phraséologie révolutionnaire, le langage de la violence et de la dictature utiles au bouleversement capitaliste qui présentait encore un caractère révolutionnaire en Russie et en Orient, accaparant ainsi le patrimoine de sympathie pour la révolution d'Octobre d'un prolétariat de plus en plus désorienté.

6. La lutte contre la dégénérescence de l'Internationale et contre le stalinisme

Les manœuvres tactiques et organisatives des dirigeants de l'Internationale communiste ont sans aucun doute accentué les réactions de type syndicaliste, conseilleriste et plus généralement anti-parti dans les couches combattives du prolétariat, qui s'étaient déjà manifestées contre l'opportunisme social-démocrate et le centrisme. Cependant, des courants qui luttèrent contre la dégénérescence de l'Internationale, deux seulement le firent sur un terrain marxiste.

L'Opposition de Gauche russe, dont Trotsky, restait prisonnière des erreurs tactiques et organisatives de l'Internationale, dont ses dirigeants avaient partagé la responsabilité. Malgré des positions héroïques, comme dans la lutte menée contre le « socialisme dans un seul pays » ou dans la question chinoise, ils ne surent pas maintenir une attitude parfaitement orthodoxe et finirent même par faire des entailles sérieuses dans les principes sur lesquels s'était fondée l'Internationale.

Le trotskysme dégénéré, qui se revendiquait de cette opposition par le canal d'une soi-disant IV^e Internationale constituée sans référence de principe suffisamment ferme et ne retient de Trotsky que la théorisation de ses erreurs et de son manœuvrisme, est devenu un opportunisme débridé. Il a liquidé toutes les bases de programme et de principe de l'Internationale de Lénine et du marxisme, et ses divers rameaux oscillent entre le suivisme et l'alignement sur l'Etat impérialiste russe, les divers partis social-impérialistes nationaux ou les divers mouvements démocratiques petits-bourgeois en vogue.

Le deuxième courant qui lutta sur un terrain authentiquement marxiste fut la Gauche du parti communiste d'Italie. Elle convergeait totalement avec les bolchéviks sur les bases théoriques, programmatiques et de principe de l'Internationale, ainsi que sur l'encadrement donné aux questions de tactique, d'organisation, et sur le besoin de la centralisation internationale la plus forte.

Elle intervint au II^e Congrès de Moscou pour faire adopter la 21^e condition d'admission à l'Internationale, qui rendait donc les bases d'adhésion plus sévères. Elle polémiqua avec Lénine sur la tactique du parlementarisme révolutionnaire, dont elle n'était pas partisane dans les pays de vieille démocratie non pour des raisons de principe, mais en vue de la préparation du prolétariat et du parti à la révolution et, dans l'immédiat, pour permettre en Europe une meilleure sélection des partis communistes en formation.

Au III^e Congrès, ses critiques portèrent sur la formule équivoque de « conquête de la majorité » donnée à l'indispensable conquête d'une influence sur les masses, et quelques mois plus tard sur les applications à donner à la tactique du front unique prolétarien dont elle partageait entièrement les considérants, mais qu'il fallait selon elle limiter au cadre des organisations de lutte de défense immédiate, en excluant tout bloc de partis politiques dans l'attaque à l'Etat capitaliste.

La position de la Gauche n'était pas dictée par des raisons morales ou infantiles, comme celles des courants de type conseil-liste, qui se trouvaient en dehors du marxisme, mais par le souci d'une meilleure sélection des forces du parti et d'une meilleure préparation du parti et des masses à la révolution.

Elle pensait, tout comme les bolchéviks, que dans les fortes-resses capitalistes de l'Occident impérialiste, constituées depuis longtemps, déjà trempées dans la lutte contre le prolétariat aussi bien par la répression féroce et sanglante que par la corruption démocratique et l'adhésion des puissantes bureaucraties ouvrières à leur botte, la conquête du pouvoir présenterait bien plus d'obstacles que dans la Russie tsariste. Mais elle tirait de cette constatation l'exigence de normes tactiques et d'organisation bien plus rigides encore que celles qu'avaient utilisées les bolchéviks. Sans doute ne partageait-elle pas non plus l'enthousiasme de ces derniers, qui croyaient plus aisé de se débarrasser des courants centristes dans l'incandescence d'une vague révolutionnaire, qu'ils voyaient d'ailleurs plus puissante qu'elle ne se révéla finalement en Europe occidentale.

La Gauche estimait enfin que seul l'établissement d'une gamme d'éventualités tactiques, unitaire et unique à l'échelle internationale, pouvait donner au « parti communiste international » vers lequel voulaient aller les bolchéviks les bases d'une centralisation stable, complète et réellement organique. C'était à ses yeux la condition pour assurer au corps entier du parti mondial une cohésion totale dans l'action, sans avoir à passer par le mécanisme démocratique et l'imposition de règles tactiques par la contrainte qui s'avère nécessaire pour les secteurs non homogènes, et permettre réellement d'en finir avec toute autonomie nationale et locale dans le choix de la tactique.

Le cours ultérieur devait tragiquement confirmer les appréhensions de la Gauche communiste. Ecartée de la direction du PC d'Italie dès 1923, elle combattit de façon disciplinée et sur la base des principes constitutifs de l'Internationale les erreurs successives qui la menaient à la catastrophe. Son influence était encore large dans le parti italien en 1926, où elle put encore présenter à Lyon des thèses résumant sa conception. La dernière manifestation dans l'Internationale eut lieu au VI^e Plenum de l'Exé-

citif élargi de 1926, où son représentant, Amadeo Bordiga, fut le seul à prendre la défense de l'Opposition russe et à dénoncer devant un parterre de bureaucrates vendus le cours mortel qui emportait l'Internationale de Lénine.

La Gauche fut dispersée par le fascisme et les coups du stalinisme, mais s'efforça de maintenir, notamment dans l'émigration, une activité fondée sur les principes et les méthodes qui firent la force de l'Internationale et tenant compte de sa propre contribution à la lutte contre la dégénérescence du mouvement communiste mondial.

Une tentative fut faite en 1943 de reconstituer le parti en Italie, mais ses bases étaient encore trop confuses pour que cet effort généreux porte immédiatement ses fruits, et une scission dut s'opérer à la fin de 1951 pour clarifier totalement les bases constitutives du parti de la future vague révolutionnaire.

7. Le Parti Communiste International

Si les souvenirs révolutionnaires généreux du premier après-guerre avaient pu nourrir l'illusion que le second après-guerre serait une répétition du premier, la terrible réalité s'imposa vite. Ce n'était pas seulement le parti qui était détruit, mais tout mouvement de classe organisé, toute vie de classe. Fort de cette victoire éclatante et de cette revanche gigantesque sur la vague révolutionnaire des années 1917-23, le capitalisme avait imposé sa solution provisoire, le repartage impérialiste du monde, l'occupation contre-révolutionnaire des pays vaincus contre tout risque d'explosion prolétarienne, laissant prévoir une longue période de dictature implacable du capital.

Seule une nouvelle crise mondiale venant après un nouveau cycle d'accumulation forcenée de capital pouvait créer dans la dictature mondiale des grands monstres impérialistes des brèches suffisantes pour permettre au mouvement prolétarien de reprendre son élan, sous le coup de fouet de conditions de vie détériorées par une nouvelle période d'instabilité capitaliste.

Il fallait également que le mythe contre-révolutionnaire du « socialisme russe » s'effrite pour que les avant-gardes portées à la lutte générale contre le capitalisme soient poussées à rechercher la tradition du communisme révolutionnaire véritable.

C'est donc dans des conditions extrêmement difficiles, en l'absence d'une poussée révolutionnaire des masses comme celle qui avait accompagné la restauration de la théorie marxiste par Lénine puis la reconstitution de l'Internationale en 1919-20, et avec pour horizon une longue période de dépression prolétarienne, que

durent être tirées les leçons de la contre-révolution et reconstruites les fondations théoriques et programmatiques du parti de la future vague révolutionnaire.

Les *Thèses caractéristiques*, qui datent de la fin de 1951, fixent les axes de la restauration intégrale du marxisme, reprennent les bases doctrinales établies les années précédentes, revendiquent les thèses de programme et de principe de l'IC, la contribution de la Gauche communiste d'Italie à l'IC de 1920 à 1926, ainsi que le bilan dynamique des vingt-cinq années suivantes. C'est avec ce bagage que le parti, réduit à une petite poignée de militants, put prendre l'orientation ferme et homogène sur laquelle il poursuit depuis une activité régulière et continue, en revendiquant l'ensemble de ses tâches, quel que soit le succès immédiat qu'il puisse en attendre.

On peut dire que jusqu'à la fin des années 60, l'essentiel de l'activité a été la reconstitution patiente des grandes lignes de la théorie marxiste dans tous les domaines à travers des organes de presse en Italie et en France, l'interprétation historique des événements, notamment celle des mouvements révolutionnaires secouant les continents dominés, la défense de la perspective du cours catastrophique de l'impérialisme et de toutes les armes théoriques, politiques, tactiques et organisatives faisant partie du patrimoine communiste.

Le parti ne dut pas seulement démolir les prétentions hypocrites des successeurs de Staline de revenir au marxisme après 1956 et l'abandon de la phraséologie violente du stalinisme. Il dut également combattre les réactions antimarxistes à cette évolution, qu'il s'agisse des prétentions de courants cherchant à enrichir le marxisme par l'injection de vieilles lubies anarchistes, autonomistes et anticentralistes, ou par l'apport du sang neuf des écoles du romantisme petit bourgeois, portées par la vague révolutionnaire anti-impérialiste comme le guévarisme, et surtout contre l'opportunisme maoïste, ce mélange de stalinisme rénové et de démocratisme petit-bourgeois classique. Il dut également défendre les armes du communisme contre les héritiers ultra-dégénérés du trotskysme et toutes les variétés du spontanéisme contestataire, que les premiers signes d'essoufflement du cycle d'expansion de l'après-guerre ont suscité dans les démocraties occidentales.

Dans les années 70, la situation a permis de rendre moins épiloque et moins irrégulière la participation du parti aux luttes ouvrières, d'étendre son réseau international et sa presse en diverses langues. Cette activité s'est accompagnée de la lutte théorique non seulement contre tous les courants mentionnés plus haut, mais aussi contre de nouveaux. Par exemple le spontanéisme anti-parti, né en réaction à la capitulation du gauchisme soixante-huitard, ou le terrorisme individualiste qui répond en Europe

au retard de la reprise générale de classe par une exaspération « excitative » de l'impatience de couches moyennes et, de plus en plus, ouvrières. Ou bien les courants qui accompagnent les efforts de lutte indépendante des prolétaires des pays de jeune capitalisme, mais conservent encore des parties du vieux programme démocratique et national avec lequel ont été menées les luttes anti-impérialistes du second après-guerre.

Objectifs, voies et moyens de la révolution communiste mondiale

I. Position du parti devant les grandes tendances politiques de l'impérialisme

1. La révolution prolétarienne et les faux socialismes

Les bolchéviks furent portés au pouvoir en Octobre 1917 sur la vague d'une révolution dont les tâches économiques étaient pour l'essentiel antiféodales, c'est-à-dire non encore anticapitalistes. L'Etat n'en était pas moins prolétarien et sa politique, notamment la lutte contre la guerre impérialiste et l'aide à la révolution mondiale, authentiquement communiste révolutionnaire.

En attendant que la révolution prolétarienne et communiste triomphe en Europe occidentale et puisse, selon la conception même de Lénine, fournir aux paysans russes les moyens techniques nécessaires pour passer au travail associé et assurer ainsi les conditions de la transformation socialiste, les bolchéviks pouvaient seulement espérer maîtriser, grâce au contrôle de l'Etat prolétarien, les conséquences sociales du développement du capitalisme en Russie.

En parvenant à dénaturer la direction du parti communiste de l'Etat soviétique, la contre-révolution stalinienne brisait toute possibilité de diriger le développement de la société russe vers le cap du communisme et le livrait aux forces déchainées du capitalisme national, présentes aussi bien dans l'industrie d'Etat que dans la petite production industrielle ou agricole.

Mais, si elle balaya toutes les conquêtes prolétariennes et communistes d'Octobre, la contre-révolution ne remettait pas en cause la transformation capitaliste révolutionnaire en Russie, qui se poursuivit dès lors à un rythme échevelé avec l'industrialisme

stalinien, avant que le capitalisme devenu adulte n'oblige les successeurs de Staline à des réformes libérales, destinées à adapter les mécanismes de l'économie nationale aux exigences de la concurrence internationale.

Dans l'Est de l'Europe, le « socialisme » des démocraties populaires n'est qu'une forme bourgeoise, liée à la domination de l'impérialisme grand-russe dans les chasses gardées qui lui sont échues après les accords de partage du monde à Yalta.

En Chine comme au Vietnam, des partis soi-disant communistes ont été portés au pouvoir par des révolutions dirigées contre l'impérialisme et les vieilles classes précapitalistes. Mais, pour grandioses qu'elles aient été et malgré leur importance pour le développement de l'humanité, ces révolutions ne pouvaient pas dépasser le stade national-démocratique et donc bourgeois, étant donné l'anéantissement de tout mouvement prolétarien indépendant par la contre-révolution stalinienne. Il n'est même pas nécessaire de s'appesantir sur le cas de Cuba ou des autres pays où des révolutions bourgeoises, d'ailleurs plus ou moins réalisées par en haut, ont cru pouvoir invoquer le drapeau d'un socialisme... national.

Dans aucun pays du monde, aucune transformation graduelle, aucune transition au socialisme n'est possible sans l'établissement préalable de la dictature prolétarienne sur les ruines de l'Etat en place.

2. L'illusion réactionnaire du retour aux formes libérales du capitalisme

Dans la première moitié du xx^e siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat ; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois ; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Cette tendance, qui s'est manifestée hier avec brutalité dans le fascisme historique et qui existe aussi sous la forme des dicta-

tures « national-communistes » dans les pays de l'Est européen, trouve son plein épanouissement dans les démocraties blindées d'Occident, héritières du fascisme. Le pluralisme hypocrite de ces dernières repose sur l'existence de forts partis ouvriers bourgeois, comme les partis soi-disant communistes ou, pour ce qui est de l'Europe, euro-communistes, ainsi que de puissants partis démocratiques comme les partis social-démocrates.

Cette tendance existe aussi à plein dans les pays de jeune capitalisme, comme la Turquie ou les pays latino-américains, et même dans les pays d'Asie ou d'Afrique à peine émancipés de la tutelle coloniale. La bourgeoisie y a recours aux formes de gestion économique les plus centralisées, pour bander toutes ses forces afin de tenir sur un marché mondial déjà archisaturé. Elle s'initie en même temps aux formes de domination politique les plus centralisatrices et les plus totalitaires pour tenir en laisse les masses laborieuses remuantes et un prolétariat qui menace d'être extrêmement dynamique. Et ce alors que subsiste encore dans la société et dans l'Etat, suivant les aires et les pays, toute une gamme de rapports et d'influences sociales archaïques.

D'où le rôle démesuré joué par l'Etat, qui s'insinue dans toute la vie économique, s'est assujéti les syndicats ouvriers nés du mouvement anti-impérialiste, et plie sous la terreur politique quotidienne les masses exploitées. Et comme cette puissance a besoin d'être fermement tenue en mains par une force elle-même concentrée, c'est l'armée qui, avec sa structure fortement hiérarchisée, se trouve souvent désignée pour cette tâche. Là où le mouvement social n'a pas encore produit de parti unique, expression la plus achevée de cette tendance, c'est elle qui en tient lieu, ou bien elle en crée un qui n'est que son ombre.

Plus les réformes bourgeoises tardent, plus l'intervention despotique de la hiérarchie militaire se révèle indispensable pour les réaliser en évitant des explosions populaires; plus elles sont achevées, plus s'affirme encore la tendance à l'unification des classes bourgeoises autour de cet axe centralisateur. Ces dictatures capitalistes mûrissantes peuvent alors se parer de formes multiples de participation démocratique, qui conduisent à une sorte de militarisme plébiscitaire ou de dictature militaire consensuelle.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes et progres-sistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agita-

tion. Dans les pays capitalistes développés, il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois et petit-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste; il tend à liquider également cette méthode, qui pouvait y être utilisée à condition de maintenir fermement l'indépendance politique et organisationnelle du parti, dans les pays où s'achève le cycle révolutionnaire bourgeois au fur et à mesure que s'épuise, dans une aire après l'autre, la capacité des divers courants à se placer sur le terrain de la lutte révolutionnaire contre l'Etat en place.

3. Le mensonge de l'égalité des nations en régime capitaliste

Au début du xx^e siècle, la généralisation des grands trusts capitalistes et leur interpénétration avec les Etats nationaux avait déjà mené au partage du monde entre une poignée de groupes financiers et de grands Etats impérialistes. Sa remise en cause périodique a déjà provoqué deux guerres impérialistes.

La victoire des alliés lors de la seconde guerre mondiale n'a pas mis fin à la tendance à la subordination des colonies et des nations plus petites aux exigences d'une poignée de super-puissances impérialistes. Elle a poussé à fond la constitution du monde capitaliste en constellation de grands Etats, maîtres des classes travailleuses des métropoles, des colonies, des semi-colonies et de tous les Etats mineurs d'Europe.

La grande vague anti-impérialiste qui a secoué l'ordre impérialiste mondial dans les dernières décennies ne pouvait à elle seule contrecarrer cette tendance. Elle l'a au contraire continuée en remplaçant les formes désormais révolues du vieil impérialisme colonial par les formes plus modernes, qui dérivent de la concentration économique toujours plus grande et portent la vassalisation des Etats plus petits à un degré encore plus élevé.

L'antagonisme entre grands blocs impérialistes, qui condamne les super-Etats à mettre les Etats plus petits en coupe réglée, et la tendance naturelle de la bourgeoisie des petits Etats à se mettre sous la protection d'Etats plus puissants pour défendre ses privilèges sociaux, renforcent encore ce processus. Il exclut donc lui aussi toutes les interprétations évolutionnistes du développement de la dictature internationale du capital et confirme totalement la prévision marxiste.

Pour que les énergies révolutionnaires ne soient pas entravées dans les pièges du libéralisme bourgeois, le prolétariat doit repous-

ser la revendication d'une impossible égalité des nations en régime bourgeois. Il doit rejeter toute politique visant à faire de l'indépendance nationale ou de l'unité nationale d'Etats constitués sur la base d'un capitalisme mûr un objectif de la révolution prolétarienne ; il doit considérer comme des utopies réactionnaires aussi bien l'idée de rechercher une impossible indépendance économique, que le rêve petit-bourgeois de libérer les petits pays de l'exploitation économique et de l'oppression politique par les plus grands sans la révolution prolétarienne.

Le prolétariat révolutionnaire repousse donc toute alliance avec les partis bourgeois et petit-bourgeois qui poursuivent de tels objectifs, dès lors que la lutte révolutionnaire pour la constitution de l'Etat national contre l'impérialisme et les vieilles classes est achevée.

4. L'opposition inconditionnelle à tout gouvernement bourgeois

La véritable tactique communiste a toujours consistée en une opposition totale à l'Etat bourgeois constitué et donc à tous les gouvernements bourgeois, dans toutes les phases successives de la domination de la bourgeoisie.

Dans les pays où des gouvernements de la gauche bourgeoise sont théoriquement encore susceptibles de faire des réformes démocratiques — et donc bourgeoises — qui intéressent le prolétariat, la seule attitude envisageable du point de vue de la préparation révolutionnaire du prolétariat consiste à arracher ces réformes, comme toute concession économique ou politique, par la lutte contre le gouvernement en place.

Cette tactique intransigeante est à plus forte raison impérative dans les pays de plein capitalisme et d'impérialisme vieillissant, d'autant plus que depuis le début du siècle les gouvernements bourgeois ont la longue habitude de s'affubler d'un masque ouvrier, grâce à la participation de partis réformistes, dans le but de faire accepter à la classe ouvrière les sacrifices exigés par la marche chaotique du capital. La pire erreur serait de considérer ces partis comme l'aile droite du mouvement ouvrier. Ils constituent en réalité l'aile gauche de la bourgeoisie, et font office de lieutenants de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers.

Si le parti communiste ne nie pas que dans des conditions déterminées de tels gouvernements puissent éventuellement être amenés à faire des concessions à la classe ouvrière, il a le devoir de les contraindre par une forte pression prolétarienne à réaliser leurs promesses ; il doit en même temps apprendre à la classe

ouvrière que les concessions de ces gouvernements ne visent pas à favoriser son mouvement, mais au contraire à assurer le meilleur fonctionnement de l'ordre capitaliste et, en cas de crise, à garantir à la bourgeoisie l'essentiel, c'est-à-dire le pouvoir politique, contre les efforts du prolétariat de secouer le joug.

De leur propre gré, de tels gouvernements n'ont jamais laissé de liberté de mouvement au prolétariat que dans la mesure où il se laissait endormir par leurs concessions au point de les considérer comme ses propres représentants et de les appuyer. Une longue expérience historique, en particulier la répression de l'insurrection berlinoise de janvier 1919, a prouvé qu'ils sont capables de répondre par la réaction la plus féroce au premier assaut des masses contre les institutions de l'Etat démocratique bourgeois.

Il n'existe donc aucun régime prétendument de transition entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat qui ne doive être combattu avec la dernière énergie. Le seul gouvernement ouvrier possible ne peut naître que de l'insurrection ouvrière victorieuse, sur les décombres de la machine de l'Etat capitaliste, sur la base de la dictature du prolétariat.

5. La contre-révolution stalinienne et le retour à la perspective révolutionnaire

Après avoir livré l'Etat soviétique et l'Internationale communiste à l'ordre établi international, la contre-révolution stalinienne barrait définitivement toute issue révolutionnaire à la crise ouverte par la première guerre impérialiste mondiale et rendait par conséquent inévitable un nouveau partage impérialiste du monde.

Dans les préparatifs de la guerre et dans la deuxième bouche-rie impérialiste mondiale elle-même, la bourgeoisie et le stalinisme ont fini par liquider toute réaction et toute organisation indépendante de classe.

Avec l'anéantissement de tout mouvement prolétarien de classe et la victoire dans la guerre du camp impérialiste le plus puissant, groupé autour des Etats-Unis d'Amérique, cœur du capitalisme mondial et nouveau gendarme du monde, s'est ouverte une nouvelle période de domination incontestée du capital, que seul l'essoufflement du formidable cycle d'accumulation capitaliste de l'après-guerre permettait de remettre en cause.

De fait, l'espoir que la puissante vague des révolutions anti-impérialistes qui a secoué l'Asie, l'Afrique, et s'est répercutée en Amérique latine, réveille le prolétariat des métropoles et que s'opère la soudure entre les deux mouvements, s'est révélé trop

optimiste. La profondeur de la léthargie de la classe ouvrière était telle, que l'effet immédiat de la vague anti-impérialiste a été de revaloriser encore à ses yeux les idéologies démocratique et nationaliste.

Cependant, si les effets subversifs pour le prolétariat de cette irruption des masses des pays économiquement arriérés sur la scène politique ont été retardés, ils sont désormais multipliés par le retour des crises capitalistes. En pesant davantage encore sur les conditions de vie des masses exploitées des pays dominés, celles-ci ont déjà fait naître une vague sociale authentiquement prolétarienne qui, partie de la périphérie, mord progressivement dans l'aire des pays de vieux capitalisme et menace déjà de gagner les grandes métropoles impérialistes elles-mêmes.

Avec le tournant marqué par la crise de 1974-75, c'est le cycle trentenaire de l'accumulation de l'après-guerre qui cède la place à une nouvelle période de crises capitalistes et d'instabilité de tous les rapports sociaux, en même temps que s'épuise le cycle des révolutions anticoloniales. Parallèlement, la frontière économique et donc politique entre l'Est et l'Ouest s'ouvre, tandis, que s'effrite toujours davantage le mythe du socialisme réel.

De tous ces événements qui s'entrelacent sur l'arène du monde entier surgit à nouveau l'alternative inéluctable : ou guerre impérialiste ou révolution prolétarienne mondiale.

6. Le défaitisme révolutionnaire dans la guerre impérialiste

Les guerres impérialistes étant une conséquence inéluctable du capitalisme, il ne saurait être question de paix durable excluant toute oppression nationale et étatique sans le renversement du régime capitaliste d'exploitation et d'oppression.

Le prolétariat ne peut imaginer lutter contre les menées criminelles de l'impérialisme et se libérer de sa domination sans lutter contre les campagnes de l'un et l'autre camp impérialiste et leurs justifications. Il doit combattre aussi bien d'un côté la fausse croisade anti-impérialiste et la prétendue défense du socialisme par la Russie super-capitaliste et impérialiste, que de l'autre la fausse croisade pour les libertés et les Droits de l'Homme de l'hyperimpérialisme américain, ou le mensonge chinois de la lutte contre l'hégémonisme.

Le prolétariat doit combattre toutes les prétentions hypocrites de chaque impérialisme à libérer les nationalités opprimées par les autres impérialismes : il n'attend pas la fin de l'oppression nationale-coloniale de la victoire d'un camp impérialiste sur l'autre,

mais de la victoire révolutionnaire de la nationalité opprimée, qu'il est du devoir du prolétariat du pays oppresseur d'encourager et de favoriser ; de même que, plus généralement, il n'attend la fin de toute oppression de type national que de l'union du prolétariat international, de la destruction révolutionnaire des Etats oppresseurs et de la suppression du capitalisme.

La classe ouvrière doit en même temps repousser toutes les idées pacifistes. Elles combat naturellement le pacifisme émanant des bourgeoisies de pays plus petits, même impérialistes, qui cherchent à se tenir à l'écart d'un conflit susceptible de remettre en cause leurs privilèges ou explorent, comme les impérialismes européens, d'éternelles troisièmes voies entre les deux super-puissances : elles ne le font qu'au prix d'une pression accrue sur leurs zones d'influence et ne pourront rien obtenir d'autre qu'un maximum d'atouts pour marchander leur adhésion à l'un ou l'autre camp de guerre.

Elle doit se protéger également du pacifisme typique des démocrates petit-bourgeois. Ces bavards se vantent de pouvoir s'opposer à la guerre par les idées pacifistes. Ils entravent en réalité la préparation de la révolution violente, qui peut seule en finir avec les guerres. Le prolétariat sait par expérience que le pacifisme petit-bourgeois est toujours le premier à transformer son refus de la guerre en jusqu'au boutisme militariste dès que, selon l'argumentation traditionnelle, tous les moyens pacifiques pour éviter la guerre auront été épuisés.

Si la révolution n'avait pas la force de couper l'herbe sous les pieds de la guerre impérialiste et que cette dernière éclatait, la seule voie de salut pour le prolétariat serait de relever le drapeau du défaitisme révolutionnaire de Liebknecht et de Lénine en proclamant dans tous les Etats que l'ennemi principal est dans « son » propre pays, que la condition la plus favorable à la révolution est celle de la défaite de son propre Etat. Les communistes devraient alors affirmer, contre tous les opportunistes faiseurs de paix, que la paix véritable est impossible sans révolution et lutter pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire.

7. Le besoin du parti unique fortement centralisé de la révolution mondiale

La révolution prolétarienne a définitivement perdu son caractère essentiellement européen et nord-américain. Elle a définitivement cessé d'être le fait de la race blanche. La victoire de la révolution anticoloniale et antiféodale dans les continents écono-

miquement arriérés a désormais créé dans le monde entier les prémisses indispensables de la révolution prolétarienne comme but immédiat de la lutte de la classe ouvrière. Ceci reste vrai, même si la transformation communiste de la société ne pourra se faire partout au même rythme. Et si de nombreuses luttes non encore prolétariennes éclateront nécessairement dans les parties les plus retardataires d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine, elles entrent cependant dans la stratégie de la révolution communiste mondiale.

Quelle que soit la zone, périphérique ou non, où la combinaison des contradictions capitalistes permettra une accumulation de matières explosives susceptibles de déclencher une vague révolutionnaire internationale, c'est vraisemblablement en Europe centrale que se gagnera, après une série de batailles menées sur tous les continents, la première manche décisive de la prochaine vague révolutionnaire. C'est dans cette région que la Sainte Alliance contre-révolutionnaire impérialiste concentre le maximum de forces d'intimidation et de destruction. Mais c'est aussi là que se trouve le cœur de la plus forte concentration ouvrière, dont le tissu vivant est ininterrompu de Liverpool à Sverdlovsk. Et c'est en même temps là, au centre même des forteresses capitalistes, que les antagonismes impérialistes sont les plus violents et que la chaîne des Etats bourgeois, constamment détruits et reconstruits après des éruptions révolutionnaires et des guerres impérialistes, trouve son maillon faible.

Une victoire révolutionnaire en Europe ne pourrait être acquise que contre les armées coalisées des impérialismes russe et américain et entraînerait à terme l'effondrement de la Russie capitaliste, surtout si la Chine et le Japon ont déjà été conquis. Mais pour que cette victoire, encore partielle, se transforme en un succès définitif de la révolution mondiale, il faudrait encore que les forces unies du prolétariat révolutionnaire d'Europe, d'Asie, d'Afrique et des deux Amériques, entraînant derrière lui les masses paysannes pauvres des continents dominés, puissent venir à bout de la superforteresse impérialiste nord-américaine.

Face à la collaboration des différentes bourgeoisies « qui ne font qu'un contre le prolétariat » (Marx) désormais aussi dans les pays du Tiers Monde, et face à la centralisation des fonctions contre-révolutionnaires sous l'égide des grands Etats impérialistes, le prolétariat ne peut concentrer des forces suffisantes pour en finir avec l'ordre impérialiste qu'en « subordonnant les intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays à l'intérêt de cette lutte dans le monde entier » (Lénine) et en concentrant ses forces dans un parti mondial fortement centralisé.

La dégénérescence du parti prolétarien en Russie, et la contre-révolution qui s'en est suivie sous le drapeau mensonger du communisme, ne remet nullement en cause le besoin de la direction du parti sur l'Etat prolétarien ; pas davantage que la mise au pas de l'Internationale dégénérée par l'Etat national russe à partir de 1926, et la terrible confusion qui s'en est suivie pour le mouvement prolétarien, ne remet en cause le besoin du parti mondial du prolétariat.

La contre-révolution bourgeoise a pu profiter de certaines faiblesses de l'Internationale qui, du fait de l'immaturité du communisme en Europe occidentale, laissait un trop grand flou dans le domaine tactique et organisationnel. Elle a pu profiter d'une certaine confusion entre le parti et l'Etat en Russie, due à l'immense saignée de la classe ouvrière russe dans la guerre civile, puis à son accaparement dans les tâches de la gestion du capitalisme, nécessaire à sa propre survie et au besoin de maintenir une alliance avec la paysannerie tant que tardait la révolution européenne, c'est-à-dire à l'isolement insupportable dans lequel s'est trouvée la révolution prolétarienne dans un pays économiquement arriéré. Elle a profité du fait que l'Internationale reposait entièrement sur ce parti russe soumis aux pressions les plus terribles. De telles faiblesses du parti prolétarien auraient pu être surmontées dans d'autres conditions historiques. Et si l'adversaire a pu prendre appui sur elles pour capter le parti, c'est à travers des heurts historiques entre des forces gigantesques que la révolution a finalement eu le dessous.

Ce serait donc folie que d'en tirer argument pour jeter aux orties les armes de l'Etat et du parti. La seule attitude marxiste et révolutionnaire consiste à améliorer ces armes en les rendant encore plus tranchantes, en tenant encore mieux en mains l'Etat prolétarien par un parti encore plus solide.

La défense du régime prolétarien contre les dangers de dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'œuvre de transformation économique et sociale — dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays — ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

II. Les tâches de la révolution communiste mondiale

1. La conquête du pouvoir politique

Le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie serait impensable sans une succession de batailles révolutionnaires ayant la planète entière pour théâtre, sans une série d'insurrections et de contre-révolutions, de guerres civiles et de guerres entre Etats, jusqu'à la chute des grands Etats impérialistes qui sont les gendarmes du monde.

La victoire de l'insurrection dans un pays a pour conditions élémentaires : l'ébranlement de l'Etat capitaliste par une crise politique qui pousse à des disputes à l'intérieur de la classe dominante, par une crise militaire ou une crise sociale, et l'entrée en lutte des larges masses prolétariennes défendant contre l'ordre établi leurs conditions de vie devenues intolérables.

Cependant, si ces conditions sont nécessaires, elles ne sont pas en elles-mêmes suffisantes au succès. Ce dernier ne peut en effet être assuré que si le parti communiste est parvenu, par sa participation à toutes les batailles partielles qui ont précédé, à conquérir une influence décisive sur l'avant-garde prolétarienne au détriment des autres courants, une influence suffisante sur les masses ouvrières et semi-prolétariennes, en particulier les travailleurs sous l'uniforme. Il doit être aussi parvenu à neutraliser au moins une fraction des couches intermédiaires et indécises de la population. C'est ainsi qu'au moment décisif l'adversaire pourra être privé d'une partie de ses arrières et que toutes les luttes prolétariennes et, dans certaines zones encore, les luttes paysannes menées contre les propriétaires fonciers, pourront, quels que soient les fronts où elles sont menées, être concentrées et centralisées en une force unique et puissante qui, en s'appuyant sur la garde prolétarienne armée, pourra briser la force elle-même concentrée et centralisée de la bourgeoisie.

2. L'instauration de la dictature prolétarienne et ses caractères

Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat. Il ne pourrait pas assurer sa victoire sans la destruction totale, au cours du soulèvement armé, de la hiérarchie militaire dont le terrorisme est indispensable pour faire marcher

les prolétaires sous les drapeaux contre leurs frères de classe, sans la dispersion des corps de mercenaires et policiers, sans la constitution sur les ruines de l'armée bourgeoise, de l'armée rouge prolétarienne organisée sur la base de l'armement général du prolétariat.

Le prolétariat victorieux s'empressera également de briser les machines administrative et judiciaire de l'Etat capitaliste, en supprimant notamment la hiérarchie des fonctionnaires.

Il dispersera enfin les parlements et autres institutions représentatives bourgeoises qu'il rejette totalement comme formes de son propre pouvoir et en finira avec la fiction bourgeoise de la séparation des pouvoirs.

L'Etat prolétarien sera constitué d'organes de travail et de participation des masses prolétariennes, grâce auxquels sera assumé l'ensemble des tâches économiques, politiques, militaires, judiciaires et administratives de la révolution, dans des formes qui, en tenant compte des conditions économiques et du niveau d'éducation des masses qui varie avec les différentes régions du monde, permettront au plus tôt de supprimer l'administration de l'Etat comme activité sociale séparée des autres.

Les syndicats de travailleurs, qui subsisteront dans l'Etat prolétarien tant que subsistera même en partie le salariat, auront pour tâche de protéger le niveau de vie de la classe travailleuse, convergeant avec le parti et l'Etat prolétarien dans cette fonction comme dans celle de la transformation communiste de la société.

L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils des travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

L'Etat prolétarien est une dictature dans la mesure où le prolétariat ne partage le pouvoir avec personne et où « son pouvoir n'est lié par aucune loi » (Lénine). Le prolétariat ne peut faire face à toutes les tentatives des classes déchues qu'en les privant de tout droit et de toute fonction politique, et en ne tolérant aucune tentative d'organisation de leur part.

La dictature du prolétariat est indispensable pour entraîner par le radicalisme et l'audace de ses mesures révolutionnaires l'adhésion des larges masses exploitées et miséreuses des villes et des campagnes et pour diriger par tous les moyens, violents et pacifiques, militaires et économiques, pédagogiques et administratifs, la grande masse de la population, contre les habitudes héritées de siècles d'esclavage, dans la « mise en place » de l'économie socialiste.

Seule cette dictature assurera au prolétariat la plus grande liberté de mouvement et d'organisation. C'est la condition qui permet de concentrer au maximum les forces prolétariennes contre les efforts des classes déchues pour reconquérir leurs privilèges politiques et sociaux, et pour conserver les privilèges économiques découlant de la production marchande tant qu'elle subsiste. C'est aussi la condition pour faire face aux dures exigences de la guerre civile et de la guerre révolutionnaire internationale.

Refusant de sacrifier à quelque principe démocratique que ce soit et irrespectueux de tout formalisme libéral dans la lutte contre l'adversaire capitaliste, les communistes ont le même comportement vis-à-vis de la dictature prolétarienne. Elle ne tire sa force d'aucun fétichisme constitutionnel, d'aucune forme organisationnelle ou de consultations populaires, mais de la possibilité de donner la plus grande efficacité aux énergies révolutionnaires du prolétariat libérées au maximum par la victoire. Cela n'est possible que par la direction sans partage du parti communiste. Armé d'un programme théoriquement sûr et d'une détermination inébranlable, instruit par une longue expérience révolutionnaire et pourvu d'une discipline interne ferme et d'une centralisation absolue, il est parvenu à conquérir, à travers les grandes batailles qui ont précédé la prise du pouvoir, la conduite effective de la lutte révolutionnaire du prolétariat, auquel il confère ainsi une totale unité de but, de volonté et d'action, et constitue par conséquent l'organe indispensable de la lutte révolutionnaire.

Parce qu'elles poussent la lutte des classes à son paroxysme, l'insurrection et la dictature exigent, plus que toute autre circonstance ou lutte, la coordination d'immenses forces ouvrières et leur concentration au point critique et au moment décisif avec le maximum de rapidité et d'efficacité. Cela n'est réalisable que grâce à l'unification et à la centralisation de ces forces en une seule armée prolétarienne, elle-même dotée d'un état-major unique et incontesté, c'est-à-dire de la direction exclusive du parti.

La dictature du prolétariat est nécessairement la dictature du seul parti communiste.

3. La dictature prolétarienne et la paysannerie

La question paysanne a considérablement diminué en importance dans les pays les plus industrialisés, où l'agriculture n'utilise plus qu'une part infime de la population. Elle conserve cependant un grand poids dans les plus pauvres du Sud et de l'Est de l'Europe et surtout dans les pays d'Asie, d'Afrique et même d'Amérique latine.

Dans les campagnes, la révolution prolétarienne ne se présente pas seulement comme la lutte du prolétariat agricole, frère jumeau du prolétariat industriel, contre la classe capitaliste, et celle de la paysannerie pauvre contre les propriétaires fonciers. Elle s'accompagnera aussi, dans les continents dominés, de la lutte des masses pauvres et sans terre et parfois même de couches de la paysannerie moyenne contre les restes de la propriété foncière archaïque, patriarcale, féodale ou coloniale, avec tout son cortège de résidus serviles et esclavagistes, de privilèges impérialistes et de castes.

Si en 1920 la perspective était l'union des centaines de millions de paysans d'Orient avec les prolétaires d'Occident pour la destruction de l'impérialisme mondial et l'instauration de la République Universelle des Soviets, elle devient désormais celle de l'union des centaines de millions de prolétaires des vieux et des nouveaux mondes entraînant derrière eux, dans la lutte contre les forteresses impérialistes et toute la chaîne mondiale des Etats bourgeois, les masses aussi nombreuses de paysans pauvres et exploités du monde entier pour l'instauration d'un Etat prolétarien international unique.

Les mesures immédiates de la dictature prolétarienne dans les campagnes varieront énormément d'une région à l'autre, étant donné la vaste gamme de situations particulières dues à la profusion des rapports des classes et des sous-classes, l'infinie diversité des modes de production et de faire-valoir, les différences de mobilité et d'entraînement des diverses classes de la paysannerie. L'attitude communiste sera donc dictée par le besoin urgent de conquérir les masses prolétariennes et semi-prolétariennes des campagnes à la lutte contre les classes dominantes et de neutraliser les autres couches, par le besoin de renforcer le pouvoir prolétarien, d'approvisionner les villes et l'armée révolutionnaire, avant de pouvoir entreprendre de façon systématique la transformation socialiste de l'agriculture.

Seul le communisme peut utiliser les moyens gigantesques de l'agriculture moderne pour soulager les masses exploitées des campagnes et des villes de la faim, provoquée dans des proportions toujours plus monstrueuses par la concentration des terres dans

les mains de propriétaires fonciers parasitaires et des moyens de production dans les mains de capitalistes agraires soumettant l'alimentation humaine aux ravages de la loi du profit.

Il réalisera le passage à la grande production par l'expropriation révolutionnaire des expropriateurs. La nationalisation de la terre permettra la mise à la disposition de la société des exploitations modernes fondées sur le travail associé, et ce au plus tôt afin de répondre aux besoins alimentaires les plus pressants des masses exploitées des villes. Elle permettra, suivant les conditions économiques et politiques particulières, de passer à la grande exploitation moderne sur les grandes propriétés de type traditionnel ou de remettre aux paysans exploités les terres nécessaires à la vie de leur famille tout en engageant le processus de leur intégration progressive à l'agriculture socialisée, à laquelle les masses paysannes seront entraînées par des avantages techniques et économiques, par l'éducation et par l'exemple d'un travail plus productif et de conditions de travail et de vie plus humaines.

4. La dictature prolétarienne et les peuples et nationalités opprimés

En libérant toutes les forces productives, devenues sociales et internationales, de la camisole de force des Etats nationaux et en mettant ainsi à la disposition commune de tous les pays les richesses de l'ensemble de la planète aujourd'hui accaparées par une poignée de rapaces impérialistes, et donc avec la transformation communiste de la société, la dictature prolétarienne créera les bases de la disparition définitive de toute oppression des nations plus petites par les plus grandes, avant même que le communisme permette le dépassement des différences de nationalités dans l'humanité organisée de façon unitaire.

Dans l'immédiat, le prolétariat victorieux combattra toute oppression nationale et ethnique en assurant à toutes les nationalités et ethnies opprimées le droit de se séparer de l'Etat dans les frontières duquel elles sont enfermées, de constituer un nouvel Etat ou de se lier à celui de leur choix, et la faculté d'élaborer leurs propres institutions régionales ou locales, avec la pleine liberté de culture et de langue, tout en proclamant que le but du communisme est non seulement le rapprochement et l'entente entre les diverses nationalités, mais encore leur fusion totale.

Le prolétariat révolutionnaire ne voit là aucune atteinte à la vie économique unifiée et centralisée, et aucun obstacle à la tendance de toutes les cultures et de toutes les langues à fusionner

en une culture unique et internationale de l'humanité. Il est convaincu au contraire que, de la même manière que le droit au divorce est la condition de la libre union des sexes, le droit à la séparation nationale est le chemin le plus court pour réaliser, fut-ce en passant par la fédération, l'union librement consentie de toutes les nationalités dans la République universelle centralisée, qui deviendra ainsi le cadre de leur harmonieuse fusion dans l'espèce unie.

5. Les tâches des premières dictatures victorieuses

Le prolétariat victorieux dans un pays ou un groupe de pays ne pourra pas réaliser d'un coup son programme intégral. Il aura pour tâches prioritaires de renforcer son pouvoir et d'étendre la révolution prolétarienne jusqu'à l'établissement de la dictature du prolétariat à l'échelle du monde entier, arène véritable de la transformation communiste de la société.

Toutes ses mesures immédiates seront donc subordonnées aux exigences suprêmes de la démolition de la vieille machine étatique et de la constitution du nouveau pouvoir de classe, décrites au chapitre intitulé « L'instauration de la dictature prolétarienne et ses caractéristiques », et de la guerre révolutionnaire internationale, et donc, en premier lieu, aux besoins de l'armement général du prolétariat et de la mise sur pied d'une puissante armée rouge révolutionnaire, bras armé de la révolution mondiale et de son parti international.

C'est pour répondre à ces exigences prioritaires que la dictature victorieuse donnera sur le champ satisfaction à toutes les revendications politiques immédiates contenues dans le chapitre suivant sur les « Orientations internationales d'action du parti ». Cela dopera l'énergie révolutionnaire des prolétaires et des paysans pauvres et assurera leur plus large participation aux tâches de la révolution et à l'Etat prolétarien.

Toute une série de mesures économiques et sociales révolutionnaires seront également prises immédiatement pour soulager de la misère les larges masses exploitées et pauvres des villes et des campagnes, stimuler leur ardeur révolutionnaire et, pour certaines, entraîner leur sympathie pour le nouveau pouvoir ou au moins leur neutralité dans les gigantesques affrontements en cours. De telles mesures sont relativement indépendantes du degré de développement de l'économie, mais leurs délais de mise en pratique ou la proportion dans laquelle elles pourront être satisfaites restent encore au moins en partie tributaires des vicissitudes de la guerre civile. Il s'agit de mesures comme la baisse

radicale des loyers, des tarifs publics, la gratuité des transports, la hausse substantielle immédiate des salaires des catégories les plus exploitées comme les ouvriers agricoles ou les apprentis, l'expropriation des appartements luxueux ou vides et la réquisition des logements sous-occupés au profit des masses pauvres, la suppression des fermages des paysans pauvres, le rationnement général de l'alimentation au profit des travailleurs, la mise en place de crèches et de jardins d'enfants gratuits, l'organisation de la vie collective et le secours aux vieux travailleurs, etc. Quant aux autres revendications économiques indiquées également dans le chapitre suivant sur les « Orientations internationales d'action du parti », il s'efforcera de les satisfaire au plus tôt, en tenant compte des mêmes considérations.

Ce n'est que lorsque le pouvoir sera conquis dans les Etats les plus puissants, maîtres du marché mondial et gendarmes de la planète, que la tâche immédiate fondamentale de la dictature prolétarienne deviendra la transformation en grand et systématique de la société, alors que jusque là les mesures prises dans ce sens sont toujours susceptibles d'être remises en question par un rapport de forces local ou international défavorable.

6. Les grands objectifs de la transformation révolutionnaire

a) L'établissement d'un plan unique mondial.

L'appropriation sociale collective des moyens de production et d'échange sera favorisée par toute une gamme de moyens, allant de la coopération et du simple contrôle ouvrier sur le patron à la nationalisation et à l'expropriation immédiate, selon le degré de socialisation effectivement atteint. Il s'agit de rendre la production et la distribution collectives en supprimant toute appropriation particulière d'entreprises privées ou publiques, c'est-à-dire en centralisant les moyens de production de manière à briser toutes les limites de propriété personnelle, d'entreprise et d'Etat.

La transformation de l'agriculture présente, du fait de la propriété foncière et de l'arriération économique, des aspects particuliers déjà traités précédemment (Voir le chapitre intitulé : « La dictature prolétarienne et la paysannerie »), et elle sera favorisée par une aide puissante et sans contrepartie du secteur industriel en machines, engrais, techniques, etc., et par un apport massif de force de travail au moment des gros travaux agricoles

par les travailleurs des villes, organisés à cet effet en armées industrielles.

Grâce à la centralisation des syndicats ouvriers et de toute une gamme d'organisations appropriées, l'Etat prolétarien mettra donc progressivement à la disposition de la société l'ensemble des moyens de production et d'échange, de la force de travail humaine, des ressources et des richesses sociales, aujourd'hui accaparées, aux dépens de l'immense majorité de la population exploitée et en particulier des masses affamées des pays économiquement arriérés, par une infime minorité de capitalistes appartenant essentiellement à un petit groupe de pays hyperimpérialistes.

Ce plan s'accompagnera donc de mesures de transfert massif et sans contrepartie de nourriture et de biens de première nécessité des pays capitalistes riches vers les plus pauvres. A plus long terme, le transfert brutal des moyens de production, accompagné au départ de travailleurs qualifiés et d'instructeurs, permettra d'arracher les campagnes du Tiers Monde à l'arriération et à la marginalisation, de porter son activité productive au niveau moyen de la société et de jeter les bases d'une organisation rationnelle de la production et de l'ensemble de la vie sociale à l'échelle de la planète.

La centralisation de toutes les ressources naturelles et humaines et de tous les moyens de production et de distribution permettra aussi d'abolir, en commençant par l'arrêt de la construction dans les zones urbaines, l'opposition entre villes et campagnes que le capitalisme pousse au paroxysme, de répartir de façon judicieuse les ressources humaines et les activités dans l'espace géographique, et de mettre les immenses capacités de la nature et de la société au service du développement harmonieux de l'humanité.

b) L'élévation de la consommation des larges masses.

La formidable capacité productive atteinte par l'humanité permet de satisfaire dans un délai relativement bref les besoins élémentaires des larges masses de tous les continents et de supprimer les différences de classes.

La réduction importante de la part des richesses consacrées par le capital aux biens de production par rapport aux biens de consommation dans sa course épuisante à la production pour la production, la reconversion des productions de guerre, de luxe, de biens parasitaires, nuisibles et antisociaux en production de biens de consommation utiles aux larges masses, l'élimination du gaspillage insensé que produisent l'anarchie capitaliste et la rotation démentielle du capital, augmenteront dans une propor-

tion énorme les quantités de biens dont la société disposera.

L'augmentation de la consommation des larges masses se fera sur cette base par l'augmentation des salaires, tant qu'ils existent et, surtout, par l'augmentation des prestations gratuites dans les institutions de vie collective organisée.

c) La diminution radicale et sans délai de la durée du travail à moins de 4 heures.

L'utilisation rationnelle des capacités productives existantes, combinée dans un premier temps à l'obligation du travail pour toute la population en âge de travailler, l'incorporation au travail social des masses de chômeurs, de populations marginalisées ou sous-occupées permettront avec l'élimination de l'économie de marché, de réduire de façon draconienne la durée et l'intensité du travail.

Cette mesure est indispensable pour améliorer la santé des larges masses prolétariennes et leur permettre d'assurer au plus vite le maximum de tâches administratives, politiques et militaires collectives.

C'est aussi la condition pour que chaque être humain puisse se livrer à une riche gamme d'activités sociales et donc pour en finir avec la division sociale du travail, en particulier pour supprimer la division entre le travail manuel et intellectuel et lever l'opposition entre l'école et le travail productif. En libérant de nouvelles forces productives, ces résultats permettront à leur tour de limiter au strict minimum nécessaire les tâches ingrates et répétitives, non encore effectuées par la machine, et de briser la barrière entre les loisirs et le travail, qui deviendra ainsi un besoin primordial de l'humanité.

d) Organisation collective de la consommation et de la vie sociale.

L'organisation collective appliquée à tous les domaines de la consommation et de la vie sociale permettra une formidable économie de travail social, influera à son tour sur la réduction du temps de travail de tous et améliorera dans des proportions grandissantes la qualité de la consommation et de la vie sociale.

Une telle mesure, accompagnée par la participation de tous les membres de la société au travail productif suivant leurs forces, permettra de réintégrer à la vie collective les vieux travailleurs, que le capitalisme voue à la misère et à un intolérable abandon après les avoir épuisés au travail.

Les enfants seront arrachés à l'exploitation capitaliste et à l'exploitation familiale, et soustraits à la barbarie de l'éducation privée, au délaissement où ils sont plongés comme à l'exclusivisme de la possession individuelle des parents qui sert de dérivatif à

la solitude et à l'individualisme. Ils trouveront, en liaison avec la participation dès le plus jeune âge aux tâches collectives suivant les besoins de leur propre développement, l'espace social, psychologique et affectif d'une éducation riche et joyeuse.

L'accomplissement collectif de toutes les tâches qui vouent aujourd'hui la moitié féminine de l'humanité à l'esclavage domestique, au ménage privé et à l'éducation artisanale des enfants, et que le capitalisme maintient pour masquer le chômage et déprimer le salaire ouvrier, permettra aussi la pleine participation à la vie sociale. Avec l'élimination de l'infériorité sociale de la femme disparaîtra aussi son oppression sexuelle dans le mariage bourgeois, forme la plus commune de prostitution.

Une fois brisées les chaînes de la famille monogamique moderne, sanctionnée par la loi et la religion, la société pourra connaître l'union vraiment libre des couples, l'entente vraiment affectueuse des générations, l'amour vraiment désintéressé des enfants dans la grande famille sociale de l'humanité.

Dans une telle société, où aura définitivement disparu la guerre de tous contre tous et tout individualisme, aura également disparu toute opposition durable entre individu et société. Dans la société de l'espèce unie, la participation à l'effort collectif sera devenu le premier besoin vital et « le libre développement de chacun sera devenu », comme disait le *Manifeste* de 1848, « la condition du libre développement de tous ».

7. Le communisme et l'extinction de l'Etat

À la fin de cette phase de transition révolutionnaire qui exige la dictature prolétarienne de classe pour centraliser l'ensemble de l'économie et éliminer le capital, le salaire ainsi que tous les rapports marchands, la société pourra entrer dans la société communiste dont les phases, scientifiquement déterminées par Marx, sont les suivantes :

Stade inférieur du communisme, ou socialisme. La société est déjà parvenue à la disposition des produits en général et elle les a assignés à ses membres au moyen d'un plan de contingentement. L'échange et la monnaie ont cessé d'assurer cette fonction. L'obligation de travail et l'enregistrement du temps de travail fourni subsistent, et le certificat attestant cette fourniture est le fameux bon de travail qui ne circule pas et n'est donc pas accumulable.

Stade supérieur du communisme. La productivité du travail est devenue suffisante, si bien qu'aucune contrainte ni contingentement n'est nécessaire. La société peut écrire sur son dra-

peau : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » !

Avec la fin de la période de la transition révolutionnaire, l'Etat a disparu en tant qu'Etat de classe, en tant que dictature de classe. Les classes ont cessé d'exister, mais la persistance d'une règle de répartition sociale, d'une règle d'égalité et donc du « droit bourgeois » entraîne que l'Etat existe encore en tant qu'instrument de contrainte sociale. Cependant, à mesure que la société peut mieux faire face au développement des besoins de l'ensemble de la population et de chacun de ses membres, l'instrument de la contrainte disparaît avec la nécessité de la contrainte elle-même. L'Etat n'est plus alors qu'un simple organe d'administration rationnelle des opérations de production ; mieux, il lui cède la place : avec le communisme intégral, l'Etat s'est éteint, pour reprendre l'expression célèbre d'Engels.

III. Orientations internationales d'action du parti

1. Les tâches du parti communiste

Le conflit existant entre les forces productives modernes et les rapports de production capitalistes se traduit par la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Les divers contingents de la classe ouvrière se révoltent contre les dures conditions qui leur sont faites et se heurtent aux limites de leur propre esclavage dans une série de batailles partielles. Dans ce cours tourmenté, avec ses reculs dramatiques et ses brusques avancées, la classe ouvrière rassemble ses forces en une seule armée prolétarienne pour mener les batailles décisives contre les forteresses étatiques du capital.

L'activité du parti ne peut ni ne doit se limiter à maintenir la pureté des principes théoriques et de l'organisation. Elle ne vise pas non plus à obtenir à tout prix des succès immédiats ou une plus grande popularité. Toujours et en toute situation, elle doit tendre à se développer simultanément dans trois directions :

a) défendre et préciser en fonction des faits nouveaux qui se produisent les postulats fondamentaux du marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire la conscience théorique du mouvement de la classe ouvrière, qui est la boussole du parti de classe ;

b) assurer la continuité de l'organisation du parti et de son efficacité, et la protéger contre toutes les influences extérieures contraires à l'intérêt révolutionnaire du prolétariat ;

c) participer activement à toutes les luttes de la classe ouvrière, même celles qui sont suscitées par des intérêts partiels et limités, pour développer la conscience et l'organisation de classe des ouvriers, et pour lier ces luttes aux buts finaux révolutionnaires, en aidant les prolétaires d'avant-garde à faire de cette guérilla quotidienne un levier de la lutte générale révolutionnaire contre le capitalisme.

Le but suprême de cette activité complexe du parti est de réaliser les conditions subjectives de la préparation révolutionnaire. Il s'agit de mettre le prolétariat et le parti lui-même en mesure de profiter des possibilités révolutionnaires objectives que pourra donner l'histoire dès qu'elles apparaîtront, de manière à vaincre au lieu d'être vaincus.

2. La défense des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière

Les communistes sont les défenseurs les plus résolus des revendications qui expriment les exigences réelles et urgentes de la vie des larges masses, qu'elles soient ou non compatibles avec la marche du capitalisme, alors que cette « compatibilité » est au contraire le premier souci des tenants de la politique réformiste et collaborationniste.

Les communistes combattent la politique de sabotage contre-révolutionnaire des bureaucraties réformistes. Celles-ci s'appuient sur les intérêts passagers et corporatifs de couches aristocratiques, qui aspirent à faire l'économie de la lutte et à maintenir leur situation de privilèges, pour prôner et solidifier l'alliance avec le patron et avec l'Etat capitaliste contre la masse des travailleurs des entreprises concurrentes, des catégories inférieures ou des travailleurs étrangers, particulièrement ceux des pays dominés par leur propre impérialisme.

En agitant la défense énergique des catégories les plus basses et en combattant les réactions aristocratiques et « protectionnistes », les communistes n'opposent nullement les intérêts d'une couche d'ouvriers à d'autres : ils luttent pour les revendications communes à toute la classe et donc celles qui sont susceptibles d'unifier ses rangs, par delà les résultats immédiats de la lutte.

C'est ainsi qu'ils participent aux luttes économiques et syndicales en avançant les grandes orientations suivantes :

— la défense du salaire de base, la lutte pour l'intégration des primes au salaire, la lutte contre le salaire aux pièces et au rendement, les heures supplémentaires ;

— la lutte pour la réduction immédiate de la durée du travail,

contre les cadences infernales, pour la limitation du travail de nuit et du travail posté au minimum indispensable pour des raisons techniques ;

— la lutte contre les licenciements ;

— la revendication du plein salaire aux licenciés, aux retraités, des ressources au moins égales au salaire minimum pour tous les sans-travail et les travailleurs sous l'uniforme ;

— la lutte pour la gratuité des soins et des transports, pour la réduction massive des loyers et des tarifs publics, pour la suppression des impôts frappant le salaire ou la consommation des ouvriers.

Ils combattent en même temps toutes les « mises en carte » de la classe ouvrière ou d'une de ses parties (livret de travail en Russie, « pass » en Afrique du Sud, cartes de séjour et de travail dans les pays d'immigration) et toutes les mesures instaurant dans l'Etat ou dans le travail l'infériorité d'une catégorie de travailleurs par rapport aux autres (les femmes, les jeunes, les hors statut, les travailleurs immigrés, etc.).

Ils luttent pour que la classe ouvrière prenne en charge la défense collective des vieux travailleurs, des jeunes encasernés et en butte au despotisme de la hiérarchie militaire, pour qu'elle n'abandonne pas à leur isolement les luttes des prolétaires des petites entreprises artisanales et des campagnes, particulièrement défavorisés par la dispersion.

Ils se fixent pour tâche d'aider à l'organisation des chômeurs en liaison étroite avec les travailleurs actifs qui sont eux-mêmes, en période de crise, des chômeurs en sursis, et à l'organisation aux côtés des travailleurs actifs des masses des prolétaires sans travail marginalisés des ghettos ou des bidonvilles des grandes cités, qui se heurtent à de terribles problèmes non seulement de ressources, mais encore de logement, d'eau potable, etc.

Ils attachent une attention particulière à l'organisation des catégories les plus exploitées de la classe ouvrière, comme les femmes prolétaires ou la jeunesse, en combattant toute idée d'autonomie des luttes de la femme en général ou de la jeunesse en général, mais en liant le plus possible ces luttes à celle de l'ensemble de la classe ouvrière.

La classe ouvrière a intérêt à lutter de la façon la plus résolue non seulement pour l'égalité juridique de la femme prolétaire, le droit complet au divorce, à la contraception et l'avortement libres et gratuits, mais également contre toute discrimination économique ou de statut dans le travail, pour la généralisation des crèches et des garderies et leur gratuité, la protection de la maternité, etc.

La jeunesse prolétarienne est l'avenir de la classe ouvrière et la « flamme de la révolution » (Liebknecht). La lutte contre

l'exploitation de la jeunesse ouvrière et des apprentis et pour son organisation, contre l'abrutissement organisé dans l'école bourgeoise, contre le militarisme bourgeois, ainsi que son éducation révolutionnaire par la participation aux luttes de l'ensemble de la classe ouvrière, sont autant de tâches indispensables à la défense de la classe et à la préparation de la révolution communiste.

Les communistes combattent les illusions cultivées par les laquais réformistes de la bourgeoisie selon lesquelles la classe ouvrière pourrait améliorer son sort par une meilleure formation professionnelle ou en veillant aux intérêts de l'économie nationale, de l'entreprise, du service public.

Ces sornettes sont autant de moyens d'endormir les travailleurs, de diviser leurs rangs et de stériliser leur lutte de défense collective.

Avant même de pouvoir éliminer les causes de son esclavage par la transformation communiste de la société, la classe ouvrière ne peut lutter efficacement contre les effets de cet esclavage qu'en faisant usage de sa force de classe. Cette force lui vient de son nombre, de sa concentration, des formidables moyens de pression que lui donne le capital de par sa place dans le processus de production, de son aptitude à la discipline et à l'organisation, de sa détermination à défendre ses intérêts en affrontant la violence de la classe capitaliste.

Elle ne doit donc pas chercher ses armes de lutte dans l'arsenal des procédures de négociation, d'arbitrage, de conciliation et de participation, chères aux partisans de la collaboration des classes et de la paix sociale, mais dans les formes de la lutte directe et ouverte, comme la grève sans préavis et sans limitation préalable de durée, la solidarité active contre l'adversaire, les piquets de grève et toutes les formes d'autodéfense et de riposte prolétarienne à la violence et au terrorisme des capitalistes et de leurs sbires.

3. La lutte pour l'organisation systématique de la classe ouvrière

Il ne s'agit pas ici de traiter la question de la constitution des organes de lutte politique révolutionnaire, comme les Conseils ouvriers lors de la dernière vague prolétarienne. De telles organisations ne peuvent naître que dans une situation d'extrême tension révolutionnaire et les communistes mettent des conditions précises aux initiatives à prendre pour leur constitution ou leur renforcement, afin qu'ils assurent leur fonction effective et ne soient pas détournés de leur rôle révolutionnaire.

En attendant qu'une telle situation se présente, les communistes considèrent qu'une augmentation décisive de l'influence du parti dans les masses, et à plus forte raison l'entrée dans une phase révolutionnaire, ne peuvent se dessiner sans que se développe entre le parti et la classe une gamme d'organismes nés pour la défense des intérêts immédiats, qui regroupent de nombreux prolétaires et au sein desquels existe un réseau permanent du parti.

La question se pose donc de savoir quelle est l'attitude des communistes vis-à-vis des grandes organisations syndicales actuelles. Du fait de la pression toujours plus grande que l'Etat capitaliste a exercé sur la classe ouvrière sans qu'elle ait été en mesure de lui opposer une contre-pression adéquate au moyen de l'activité d'un parti prolétarien fort, la tendance à l'intégration des syndicats à l'Etat capitaliste s'est partout considérablement renforcée pendant ces cinquante dernières années.

Les grandes organisations officielles sont aujourd'hui soit des syndicats officiels d'Etat, comme dans les pays de l'Est, dans de nombreux Etats d'Amérique latine et, à la suite de la victoire de la vague anti-impérialiste, dans la plupart des pays d'Asie ou d'Afrique; ou alors des syndicats démocratiques, formellement indépendants, mais dont toute la bureaucratie contre-révolutionnaire est en réalité un pilier de l'Etat impérialiste, comme dans les démocraties libérales occidentales, au Japon et dans certains pays latino-américains.

L'objectif ne saurait être de reconquérir tels quels les syndicats démocratiques, que la contre-révolution est parvenu à vider de toute vie de classe en adaptant toujours davantage leur fonctionnement aux seules exigences de la collaboration avec la bourgeoisie à tous les niveaux de l'entreprise et de l'administration de l'Etat capitaliste. Si donc, dans les rudes batailles de classe à venir, des secteurs ou des pans de leur organisation devaient passer à la lutte prolétarienne, ce ne pourrait être que dans une lutte contre les appareils, les bureaucraties et les hiérarchies centrales officielles, qu'aucune réforme de statuts ne saurait amener à défendre les intérêts indépendants de classe du prolétariat.

A plus forte raison, l'objectif des communistes révolutionnaires ne peut être d'obtenir dans les pays de l'Est ou du Tiers Monde des syndicats démocratiques à l'occidentale. La social-démocratie, l'Eglise et les courants démocratiques petits-bourgeois sur lesquels s'appuie cette tendance, qui se manifeste aujourd'hui au Brésil et en Pologne après l'expérience espagnole réussie par la bourgeoisie, sont autant de laquais qui aident la classe dominante à réaliser l'ouverture démocratique des structures officielles.

La période historique entamée remet à l'ordre du jour, avant même la possibilité d'une issue révolutionnaire, la reconstitution

d'un réseau d'organisations ouvrières indépendantes de l'Etat et des petits bourgeois, c'est-à-dire l'organisation systématique de la classe.

La voie de la renaissance de ce tissu d'associationnisme ouvrier part nécessairement de tentatives plus ou moins couronnées de succès pour faire vivre des organismes aux objectifs encore nécessairement limités et à la vie bien souvent éphémère pour passer ensuite, de façon extrêmement inégale suivant les secteurs et les pays, à des efforts de coordination et d'organisation plus systématiques des luttes à une échelle plus vaste. Les communistes participent naturellement à cet effort en œuvrant à la constitution d'un front prolétarien de lutte à partir des revendications les plus pressantes de la classe: ils luttent pour faire tomber toutes les barrières artificielles, de caractère programmatique, religieux ou philosophique à l'organisation des travailleurs sur la base de la défense de leurs intérêts de classe, et attachent une attention particulière aux tentatives des travailleurs combattifs d'établir des liaisons pour préparer les luttes à venir hors de l'emprise des appareils officiels.

Ce n'est qu'à un moment plus avancé de la lutte, déterminé par la révolte massive des travailleurs contre les directives des bureaucraties vendues des syndicats actuels, que pourra se poser la question de la reconstitution de grands organismes groupant l'ensemble des travailleurs des diverses branches industrielles d'un même pays. Cette reconstitution pourra prendre elle-même les formes les plus diverses allant, suivant les conditions particulières, de la transformation radicale de certaines parties des structures actuelles à leur désertion par les travailleurs, de la dissolution des organismes actuels à leur maintien à côté des nouveaux organismes de classe. Elle pourra également assumer des combinaisons de tâches extrêmement variées suivant le degré de maturation révolutionnaire de la situation où les conditions permettront à telle ou telle forme de se développer et de se généraliser, suivant la conjoncture particulière à tel ou tel pays, les traditions historiques, le jeu réciproque des courants politiques, la gamme des organisations existantes, les rapports de force, etc.

En attendant, les communistes révolutionnaires ne désertent pas les organisations existantes pour y laisser les travailleurs à l'influence exclusive des courants réformistes ou carrément conservateurs. Ils travaillent aussi en leur sein, non pour en conquérir les appareils, mais pour y démontrer la finalité contre-révolutionnaire des bureaucraties vendues et arracher les travailleurs à leur influence à partir des poussées élémentaires de lutte. Une telle activité exige des formes plus ou moins poussées de clandestinité suivant les cas et exclut la prise de responsabilité, même

locale et périphérique, dans les organismes déjà statutairement liés à l'Etat et à adhésion obligatoire.

Les communistes agitent constamment l'idée que la seule lutte de défense revendicative ne saurait suffire à délivrer la classe ouvrière de son esclavage. Cette lutte serait à la longue inefficace et même stérile, si elle ne servait de terrain pour éduquer le prolétariat à la nécessité de la transformation communiste de la société et de terrain d'entraînement des forces de classe pour la conquête révolutionnaire du pouvoir, qui seule pourra consolider et garantir les victoires obtenues sur le terrain revendicatif, bref si cette lutte n'était conçue comme « une école de guerre du communisme » (Engels).

Ils combattent par conséquent toute idée de neutralité politique des organisations immédiates comme une concession dangereuse à la bourgeoisie. L'expérience enseigne que c'est sous ce drapeau que se sont souvent présentées les forces qui ont livré ces organisations à la politique de conservation bourgeoise et à l'Etat capitaliste.

Bien qu'ils soient par ailleurs convaincus que la victoire révolutionnaire est impossible sans que le parti ait conquis une influence déterminante dans les organisations nées de la lutte revendicative, les communistes ne font cependant pas de la direction des organisations immédiates un préalable à la révolution ; ils luttent pour démontrer dans le vif de la lutte que le besoin de l'orientation communiste et de la liaison la plus étroite avec le parti révolutionnaire ne découle pas d'un *a priori* programmatique, mais de la nécessité de donner aux organisations immédiates de la classe leur pleine efficacité dans la lutte qu'elles sont en train de mener contre la classe capitaliste.

4. L'attitude du prolétariat à l'égard des couches moyennes et de la paysannerie

Le capitalisme, c'est la concentration. Aussi remplace-t-il la petite production par la grande. Mais il le fait en projetant constamment dans la ruine et la misère la grande masse des petits producteurs, boutiquiers, artisans et paysans qu'il transforme en prolétaires.

Cependant, toutes ces couches qui sont des restes de modes de production dépassés n'ont pas une attitude unique et oscillent avec les rapports de forces entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Les réactions de la petite bourgeoisie marchande des villes à la misère s'accompagnent, davantage encore que dans la paysannerie, d'attitudes particulièrement réactionnaire dues à leur mode

de production spécialement borné, et de possibilités de mobilisation contre-révolutionnaire que le prolétariat doit combattre non seulement par une attitude politique sans concessions, mais également en avançant à l'égard de ces couches des revendications qui visent à soulager effectivement leur misère provoquée par les crises et les guerres, et donc à les neutraliser.

Pour ce qui est de la paysannerie, le prolétariat des villes et des campagnes ne doit pas seulement soutenir dans les pays du Tiers Monde la lutte contre les résidus des vieilles formes d'exploitation. Il doit aussi un appui total à la lutte des paysans exploités contre la propriété foncière capitaliste, dont il vise la suppression.

Les communistes combattent l'idée que les masses paysannes pauvres pourraient améliorer leur sort en luttant pour l'augmentation du prix des produits agricoles ou le protectionnisme, et en s'alliant dans ce but avec le propriétaire foncier ou le capitaliste agraire ; ces mesures profitent avant tout à ces derniers et les renforcent au détriment des masses paysannes pauvres. Tout en combattant les illusions réactionnaires de ces couches, les communistes soutiennent l'organisation des paysans pauvres et sans terre sur le terrain de la lutte contre l'exploitation du propriétaire foncier, pour la suppression du métayage, pour la baisse des fermages et le renouvellement automatique des baux, contre les expropriations. Ils épaulent également leur lutte contre l'exploitation éhontée des trusts agro-alimentaires, même lorsqu'elle se pare de la forme coopérative, en liaison avec les prolétaires de ces industries.

Parallèlement à l'élimination des vieilles classes liées à la petite production, le capitalisme développe des catégories et des couches salariées non-productives, particulièrement nombreuses dans les pays impérialistes, où sont situés les centres vitaux du capitalisme mondial et de sa gestion, et où les phénomènes de parasitisme et de putréfaction sont poussés au paroxysme.

Ces couches intermédiaires sont loin d'être uniformes. Les plus basses, en particulier la population féminine employée dans les bureaux ou les grands magasins, plongent dans le prolétariat dont elles partagent déjà entièrement la vie et aussi de plus en plus les conditions de travail à la suite de la mécanisation et de l'automatisation des tâches. De l'autre côté, les couches les plus élevées, celles qui servent de gardes-chiourmes à l'exploitation capitaliste et celles qui possèdent une parcelle de savoir et de culture, sont attirées par la bourgeoisie dont elles singent les mœurs.

Entre les deux, se situe une sorte de marais social dont les membres sont attirés par l'exemple bourgeois, mais que la situation intolérable dans laquelle les précipitent les crises projetées vers le pur prolétariat, qu'ils côtoient déjà dans l'entreprise comme à l'école, à la caserne ou dans les cités.

Situées au milieu de la société, c'est-à-dire entre les classes fondamentales dont elles redoutent l'affrontement, ces couches se font les champions des revendications interclassistes et donc démocratiques par excellence; en vertu de cette position intermédiaire, elles réclament la direction des luttes pour ces revendications en prônant les méthodes dérisoires d'appel à la conscience libérale de la bourgeoisie. Fournissant la majeure partie des contingents étudiants, elles véhiculent toutes les illusions sur la culture et la formation professionnelle. Poussées à la défense du salaire et des conditions de travail, menacées par les restructurations et le chômage, elles participent à la lutte syndicale où elles apportent l'esprit de conciliation typiquement petit bourgeois et forment, en fusionnant souvent avec l'aristocratie ouvrière, le gros des troupes des bureaucraties collaborationnistes des syndicats et des partis soi-disant ouvriers.

Si là aussi le prolétariat peut espérer neutraliser certaines de ces couches et attirer à lui une partie d'entre elles dans la lutte contre le capitalisme, ce n'est pas seulement en les intéressant par des revendications qui les soulagent des effets destructeurs du capitalisme, c'est aussi en combattant pied à pied leurs aspirations réactionnaires, leurs prétentions démocratiques, et leur indécision catastrophique, et en faisant preuve à leur égard de la plus grande fermeté.

5. La défense des conditions de lutte des masses exploitées, et la lutte contre la violence et la répression capitalistes

Le recours à la tactique parlementaire est tout à fait dépassé, au moins dans les pays où l'accomplissement des tâches bourgeoises est achevé et, de façon plus générale, là où les élections ont pour fonction essentielle d'amortir les luttes sociales par l'illusion de l'alternance démocratique. Dans de telles conditions, la tactique électorale a pour effet de polariser et d'épuiser les énergies du parti dans des mobilisations dont le terrain et le moment sont entièrement décidés par l'adversaire; l'avantage, de moins en moins évident, de l'utilisation des parlements comme tribune révolutionnaire ne compense pas ces inconvénients, alors que la tactique abstentionniste rend au contraire plus claire la propagande antiparlamentaire de principe du communisme révolutionnaire.

Le refus des communistes de participer aux parlements-croupons, aux organes municipaux auxquels ne reste même plus

l'ombre d'une autonomie locale, ou aux élections présidentielles, ne signifie nullement qu'ils s'abstiennent de la lutte politique et qu'ils renoncent à avancer des revendications même politiques vis-à-vis de l'Etat capitaliste.

Bien au contraire. Partisans de la conquête du pouvoir politique par l'entraînement des larges masses dans la lutte révolutionnaire, ils portent au cœur même des luttes quotidiennes de la classe ouvrière et des masses paysannes pauvres la conquête et la défense des conditions d'une lutte politique ample et vraiment large, à savoir les libertés de réunion, d'association, de presse écrite et parlée, de grève, etc.

Là où elles existent, ils défendent pied à pied ces libertés contre les attaques dont elles sont l'objet et n'acceptent pas qu'elles soient soumises à la moindre limitation juridique ou, pire, à la moindre auto-limitation de la part des courants opportunistes et démocratiques. Les droits sont faits pour être utilisés. Ils sont autant de fils à la patte de la classe ouvrière s'ils ne servent pas à la lutte directe contre l'Etat capitaliste.

Là où le prolétariat ne possède pas les libertés élémentaires, comme dans les pays fausement socialistes ou dans la plupart des pays du Tiers Monde, il lutte pour elles sans jamais faire dépendre leur conquête d'une quelconque modification de la constitution, de l'évolution de l'Etat capitaliste dans un sens plus libéral, sans chercher l'appui des forces qui ne réclament ces droits que comme complément d'un Etat plus fort fondé sur la concorde sociale. Il doit être instruit du fait qu'il ne peut les arracher que dans la lutte contre l'Etat et contre les tentatives démocratiques de les vider de tout contenu.

Les communistes révolutionnaires combattent les efforts de la bourgeoisie pour renforcer constamment sa bureaucratie d'Etat, ses organes de répression, sa justice, sa politique et toute la législation qu'elle dresse contre la classe ouvrière. Ils n'imaginent pas cependant un retour possible aux vieilles formes libérales, surtout pas avec la démagogie des réformes proposées par les courants de la gauche impérialiste et soi-disant ouvrière, qui ne visent qu'à parer le renforcement de l'Etat bourgeois d'un vernis agréable pour attirer le consentement des exploités.

Les communistes combattent le blindage de l'Etat capitaliste en se plaçant sur le terrain de la pression de classe organisée contre lui. Ils profitent des épisodes de lutte pour faire la démonstration que cette tendance de l'Etat ne peut être renversée que par la solution révolutionnaire; ils appellent en conséquence les prolétaires à s'y préparer dès aujourd'hui en se défendant énergiquement contre la violence bourgeoise dans les usines et les quartiers, sans faire la moindre confiance aux soi-disant garanties juridiques qui, même dans les pays réputés les plus libres, ne

sont que des chiffons de papier que la bourgeoisie déchire sans hésitations devant une révolte prolétarienne.

Ils luttent pour organiser, en liaison avec la lutte prolétarienne, l'autodéfense et la protection de la classe, de ses militants, de ses organisations, contre la violence paraléale des tueurs à la solde de la bourgeoisie, milices blanches, gardes blanches, groupes fascistes, frères musulmans et autres supplétifs, ainsi que contre les crimes racistes, les pogroms antisémites, les flambées de haine religieuse, xénophobe, les expéditions contre les castes dites inférieures, etc., mais aussi et surtout contre la violence légale de la bourgeoisie, celle des forces de police, de gendarmerie, des corps spéciaux de répression et autres mercenaires assermentés.

Ils combattent comme criminelles les exhortations faites à s'en remettre à l'Etat capitaliste contre les violences illégales : cela n'a jamais eu d'autre effet que de stériliser la lutte prolétarienne ou de la livrer sans défense à la répression légale.

La lutte prolétarienne doit également une solidarité active et permanente aux militants prolétariens emprisonnés ou frappés par l'adversaire, indépendamment de la justesse ou de l'inefficacité de leurs conceptions politiques, et plus généralement à toutes les victimes de la répression capitaliste. Cette solidarité prend des formes multiples ; la défense juridique, le soutien aux familles des victimes, la lutte pour vaincre l'isolement où la bourgeoisie confine les prisonniers, la lutte pour rendre les conditions de détention moins dures, pour la libération des otages que l'adversaire de classe garde dans ses geôles, pour la levée de toutes les peines, etc.

6. La lutte contre le militarisme bourgeois et les préparatifs de la guerre impérialiste

Le combat contre les préparatifs d'un nouveau conflit impérialiste ne se mène pas seulement sur le terrain idéologique où doivent être démontées toutes les justifications hypocrites de la bourgeoisie. Il se livre aussi sur le terrain de la lutte et de l'organisation immédiate de la classe :

a) en combattant dans la politique du nationalisme économique et de scission pratique des rangs prolétariens la préparation à la politique militariste de défense nationale, en mettant en relief l'identité d'intérêts et de but des travailleurs en lutte dans le monde entier et en exaltant le sentiment internationaliste des prolétaires ;

b) par l'organisation de la jeunesse prolétarienne, première victime du militarisme bourgeois, en renouant avec les belles

traditions de l'antimilitarisme prolétarien et révolutionnaire ;

c) en soutenant les luttes des prolétaires sous l'uniforme et en établissant les liens les plus étroits entre les ouvriers et les soldats ;

d) en combattant pied à pied toute tentative de militarisation de l'industrie et des secteurs dits stratégiques ;

e) en luttant contre toute intervention armée visant à assurer la sécurité des approvisionnements, les voies maritimes, contre toute autre manifestation de piraterie impérialiste.

7. La lutte contre l'oppression impérialiste

L'impérialisme, par l'oppression généralisée des petits pays par les plus grands, même lorsqu'ils sont publiquement proclamés indépendants, entraîne une division des rangs prolétariens qui ne peut être surmontée que par la lutte la plus vigoureuse dans les pays oppresseurs et les nationalités oppresseuses, en tout premier lieu dans les pays impérialistes, contre tout privilège national, toute mise en coupe réglée de nations plus petites, toute oppression de type racial, national ou colonial, etc., contre tout esprit de supériorité nationale, tout social-chauvinisme, tout social-racisme.

Dans ce but, les communistes révolutionnaires doivent agiter comme objectifs du mouvement de classe des prolétaires des pays qui en oppriment d'autres :

a) l'indépendance immédiate et sans condition pour les colonies, le droit à la séparation pour les minorités nationales maintenues par la violence dans les frontières d'un Etat oppresseur, la suppression de tout privilège de type colonial, fondé sur la race (Afrique du Sud), la religion (Irlande, Israël), etc. ;

b) le retrait immédiat et sans condition des troupes de son propre Etat des pays occupés ou opprimés, de la Russie en Afghanistan ou en Europe de l'Est, des impérialismes français et anglais en Allemagne ou en Afrique, des Etats-Unis dans pratiquement toutes les parties du monde ; de même la dénonciation de tous les traités et accords inégaux imposés par son propre Etat, en particulier les prétendus accords de coopération de l'impérialisme français dans ses chasses gardées africaines ou de l'impérialisme américain en Amérique latine, en Asie du Sud-est ou en Extrême-Orient.

c) il est également indispensable à l'union du prolétariat mondial que les prolétaires des pays d'immigration luttent la main dans la main avec leurs frères immigrés contre les persécutions xénophobes et racistes, contre tout contrôle de l'immigration et

pour l'égalité totale de tous les droits. Ceci est particulièrement important dans les pays impérialistes d'Europe, aux Etats-Unis et même en Australie et au Japon, mais également dans des pays du Tiers Monde comme ceux de la péninsule arabique, l'Afrique du Sud ou le Venezuela, le Brésil, l'Argentine, etc.

Cette attitude du prolétariat dans les pays oppresseurs doit s'accompagner dans les pays opprimés ou les pays d'émigration ouvrière d'une vigoureuse propagande pour l'unité internationale du prolétariat et son organisation par dessus les limites de nationalité. Les communistes des colonies et des semi-colonies doivent montrer que la lutte pour le retrait des troupes impérialistes ou pour l'indépendance n'est pas une fin en soi, mais un moyen de destruction révolutionnaire de l'impérialisme oppresseur. Dans les pays où le capitalisme a déjà vaincu et à plus forte raison dans ceux où il est déjà plus que mûr, mais où la bourgeoisie peut encore soulever la question de la lutte de libération nationale (par exemple les pays de l'Europe de l'Est) ou celle de l'unité nationale (Corée, Allemagne), les communistes se refusent à faire de ces revendications des objectifs de la lutte prolétarienne.

8. La lutte pour l'accomplissement des dernières tâches bourgeoises dans le Tiers Monde

L'achèvement de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le Tiers Monde s'opère sans que les bourgeoisies locales aient été capables de réaliser leurs promesses. C'est la raison pour laquelle, au terme de son cycle révolutionnaire, la bourgeoisie laisse en héritage au prolétariat une quantité de tâches bourgeoises, qui n'existent plus qu'à l'état de traces dans les pays capitalistes avancés et les plus impérialistes, mais restent de puissants leviers de la lutte révolutionnaire prolétarienne dans les pays d'Asie, d'Afrique et dans certains pays d'Amérique latine.

Il s'agit principalement — hormis les revendications des libertés politiques élémentaires déjà mentionnées précédemment — des questions suivantes :

- a) élimination des résidus de propriété foncière archaïque, des restes de privilèges féodaux, tribaux, religieux ;
- b) élimination des restes de servage et d'esclavage colonial et des privilèges impérialistes ;
- c) lutte contre les discriminations fondées sur la situation sociale, la race et la religion, contre l'oppression particulière des femmes, pour l'égalité juridique la plus totale devant l'Etat ;

d) lutte pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat, pour l'enseignement obligatoire et aux frais de l'Etat, pour la forme républicaine de gouvernement, contre toute restriction à l'égalité politique dans l'Etat, etc.

Il n'est pas exclu que la bourgeoisie avance encore à un moment ou à un autre certaines de ces revendications, en particulier celles qui concernent l'Etat, comme l'instauration de la république ou des libertés politiques. Mais elle le ferait en les isolant des autres et en les privant de tout tranchant révolutionnaire. Mieux, elle les conçoit comme de simples réformes accordées pour tromper le prolétariat et obtenir son appui à l'Etat ainsi démocratisé, bref comme un instrument pour renforcer encore sa domination de classe. En tout état de cause, le prolétariat fait de ces revendications, qu'elles soient politiques ou sociales, un levier de son émancipation révolutionnaire et n'attend leur satisfaction complète que de sa propre dictature de classe. Toutes ces revendications font désormais partie du programme immédiat de la révolution prolétarienne mondiale.

9. La lutte pour la renaissance de la solidarité prolétarienne internationale

La solidarité internationaliste est un levier indispensable de la lutte prolétarienne. Le stalinisme l'a dénaturée en la mettant au service de la défense de l'impérialisme russe. Les partis social-démocrates et national-communistes l'ont avilie en opposant hypocritement aux luttes anti-impérialistes nationales les intérêts d'une lutte de classe internationale du prolétariat qu'en réalité ils dévoyaient et sabotaient également dans les métropoles impérialistes. Ils l'ont foulée aux pieds en enchaînant les différents contingents nationaux du prolétariat à leurs différents Etats bourgeois dans le brigandage impérialiste.

L'éveil du sentiment internationaliste de la classe ouvrière ne se fera pas seulement par la propagande pour le but révolutionnaire, international et internationaliste, mais à partir des exigences quotidiennes de la lutte prolétarienne. C'est dans cet esprit que les communistes révolutionnaires attachent la plus grande importance aux tâches suivantes :

- a) la popularisation internationale des grandes luttes prolétariennes, où la classe ouvrière peut sentir l'identité de ses intérêts communs ;
- b) l'établissement de liens internationaux entre les travailleurs par le soutien aux luttes des travailleurs immigrés, à travers la solidarité avec les luttes prolétariennes ou toute autre lutte dirigée

contre l'ordre établi impérialiste dans les divers pays, à travers la lutte contre l'Internationale des flics et la solidarité contre la repression capitaliste dans le monde, etc. ;

c) la lutte dans chaque pays contre les crimes impérialistes, contre le militarisme et les préparatifs de guerre de sa propre bourgeoisie, qui sont autant de conditions pour surmonter les dissensions nationales entre prolétaires, entretenues par la propagande chauvine de la bourgeoisie et de ses larbins, et pour réaliser l'union fraternelle des prolétaires de toutes les nationalités.

C'est à partir de l'organisation de ces tâches élémentaires que pourra commencer à se coordonner l'action internationale du prolétariat et qu'il sera possible de viser des objectifs internationaux plus ambitieux.

CONCLUSION

Les communistes internationaux sont conscients des immenses difficultés qui se dressent devant la classe ouvrière pour remonter la pente de la reprise révolutionnaire après tant de décennies de défaite du mouvement prolétarien indépendant. Ils savent les sacrifices qui attendent la classe ouvrière pour réapprendre le sens de ses intérêts communs et celui de la lutte révolutionnaire communiste.

Ils n'ignorent pas les embûches que dressent à son effort pour se réapproprier l'arme de la théorie marxiste et les enseignements du passé tous les courants qui se fixent pour but de l'en empêcher et qui ont prise sur elle, qu'il s'agisse des faux socialistes et faux communistes, des démocrates petits-bourgeois et des courants religieux.

Les communistes révolutionnaires trouvent cependant dans ces conditions encore terriblement défavorables l'aiguillon pour bander tous leurs efforts vers la construction du parti compact et puissant de demain, dont la révolution prolétarienne a absolument besoin pour vaincre.

Aujourd'hui, comme en 1848, les communistes affirment qu'ils « ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Puissent les classes dirigeantes trembler à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont que leurs chaînes à perdre. Ils ont un monde à gagner. »

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

ANNEXES

1. Les principes du communisme

Les principes synthétiquement rappelés ici figurent dans les *Thèses caractérisantiques* de 1951. Ils reprennent en les rendants plus tranchants encore les points originels du programme adopté par le P.C. d'Italie lors de son Congrès constitutif à Livourne en janvier 1921.

1. *Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.*

2. *Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.*

3. *Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.*

4. *L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le Parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens matériels d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.*

5. *Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politiques la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique programmatique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en élevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.*

6. *Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.*

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

2. Bibliographie du mouvement communiste

- Manifeste du Parti communiste, Bruxelles, février 1848.
Adresse du Conseil central à la Ligue, Londres, 1850.
Adresse inaugurale et Statuts de l'Association Internationale des Travailleurs (amendés par le Congrès de La Haye, septembre 1872), Londres, 1864.
Gloses marginales au programme du parti ouvrier allemand (connues sous le nom de « critique du programme de Gotha » par Karl Marx), Londres, mai 1875.
Résolution sur les moyens et méthodes pour assurer la défense des travailleurs et Résolution sur l'action politique du prolétariat, adoptées par le Congrès international ouvrier socialiste de Paris, juillet 1889.
Projet de résolution de la Gauche rédigé par Lénine pour la Conférence socialiste internationale de Zimmerwald, septembre 1915.
Les tâches du prolétariat dans notre révolution (plate-forme du parti bolchévique présenté par Lénine au lendemain de la révolution de février, plus connue sous le nom de « Thèses d'avril », Pétrograd, avril 1917.
Plate-forme de l'Internationale communiste, Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne, Manifeste de l'Internationale aux prolétaires du monde entier, I^{er} Congrès de l'Internationale communiste, Moscou, mars 1919.
Statuts de l'Internationale communiste, Conditions d'admission des partis dans l'Internationale communiste, Résolution sur le rôle du parti dans la révolution prolétarienne, Thèses sur le mouvement syndical, les comités de fabrique et d'usine, Thèses et additions sur les questions nationale et coloniale, Thèses sur la question agraire, Thèses sur les conditions de création des conseils ouvriers, Thèses sur le parti communiste et le parlementarisme rédigées par Lénine et Projet de thèses sur le parlementarisme présenté par la Fraction abstentionniste du P.S. d'Italie, II^e Congrès de l'I.C., Moscou, juillet 1920.
Discours de Zinoviev et Radek au I^{er} Congrès des peuples de l'Orient, Bakou, septembre 1920.
Thèses du rapport sur la tactique du parti communiste en Russie rédigées par Lénine, Thèses sur la tactique, Thèses sur la structure organisationnelle des partis communistes, sur les méthodes et le contenu de leur travail, III^e Congrès de l'I.C., Moscou, juillet 1921.
Thèses sur la tactique du parti communiste d'Italie (ou « Thèses de Rome »), mars 1922, Projet de thèses sur la tactique de l'Internationale et Projet de programme d'action du P.C. d'Italie présentés au IV^e Congrès de l'I.C., novembre 1922, puis au V^e Congrès, juillet 1924.

Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du P.C. d'Italie (ou « Thèses de Lyon »), Lyon, janvier 1926, Intervention de Bordiga au VI^e Exécutif élargi de l'I.C., Moscou, février 1926, et Lettre de Bordiga à Korsch, Naples, octobre 1926.

Perspectives de l'après-guerre en rapport avec la plateforme politique du parti communiste internationaliste d'Italie, octobre 1946.

Dictature prolétarienne et parti de classe, 1951, Leçons des contre-révolutions, Réunion générale de Naples, 1951, Thèses caractéristiques du parti (« Bases d'adhésion » au parti communiste international), Réunion générale de Florence, 1951.

Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, Réunion générale de Naples, juillet 1965, et Thèses supplémentaires aux « Thèses de Naples », Réunion générale de Milan, avril 1966.

Les tâches que le parti doit remplir pour préparer une issue révolutionnaire à la crise, Réunion générale de Paris, novembre 1977.

DÉFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

Sommaire :

- Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).
- Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).
- La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le P.C. d'Italie au IV^e Congrès mondial (Moscou 1922).
- Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du P.C. d'Italie (Lyon, 1926).
- Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).
- Thèses caractéristiques du parti (1951).
- Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).
- Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).
- Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).

Un volume de 224 pages - Prix : 30 F

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
PREMIERE PARTIE : Retour au communisme révolutionnaire de Marx et de Lénine	5
<i>I. Le capitalisme appelle la révolution communiste</i>	5
1. <i>L'impérialisme prépare de nouveau la guerre</i>	5
2. <i>Les réformes bourgeoises ne peuvent empêcher la misère de croître</i> ..	7
3. <i>L'anarchie du marché ne peut pas être maîtrisée</i>	9
4. <i>Les droits bourgeois sont une mystification pour la classe exploitée</i> ..	11
5. <i>L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser mais à détruire</i>	13
6. <i>La société est archiméride pour le communisme</i>	14
7. <i>Le prolétariat est le fossoyeur du capitalisme</i>	16
<i>II. La classe ouvrière possède dans son passé les armes pour vaincre</i>	20
1. <i>Le marxisme est la théorie du parti de classe</i>	20
2. <i>La Ligue des communistes</i>	21
3. <i>L'Association Internationale des Travailleurs (I^{re} Internationale)</i>	22
4. <i>L'Internationale Ouvrière Socialiste (II^e Internationale)</i>	23
5. <i>L'Internationale Communiste (III^e Internationale)</i>	24
6. <i>La lutte contre la dégénérescence de L'Internationale et contre le stalinisme</i>	29
7. <i>Le Parti Communiste International</i>	31
DEUXIEME PARTIE : Objectifs, voies et moyens de la révolution communiste mondiale	34
<i>I. Position du parti devant les grandes tendances politiques de l'impérialisme</i>	34
1. <i>La révolution prolétarienne et les faux socialismes</i>	34
2. <i>L'illusion réactionnaire du retour aux formes libérales du capitalisme</i> ..	35
3. <i>Le mensonge de l'égalité des nations en régime capitaliste</i>	37
4. <i>L'opposition inconditionnelle à tout gouvernement bourgeois</i>	38
5. <i>La contre-révolution stalinienne et le retour de la perspective révolutionnaire</i>	39
6. <i>Le défautisme révolutionnaire dans la guerre impérialiste</i>	40
7. <i>Le besoin du parti unique torcement centralisé de la révolution mondiale</i>	41
<i>II. Les tâches de la révolution communiste mondiale</i>	44
1. <i>La conquête du pouvoir politique</i>	44
2. <i>L'instauration de la dictature prolétarienne et ses caractères</i>	44
3. <i>La dictature prolétarienne et la paysannerie</i>	47
4. <i>La dictature prolétarienne et les peuples et nationalités opprimés</i>	48
5. <i>Les tâches des premières dictatures victorieuses</i>	49
6. <i>Les grands objectifs de la transformation révolutionnaire</i>	50
7. <i>Le communisme et l'extinction de l'Etat</i>	53

<i>III. Orientations internationales d'action du parti</i>	54
1. <i>Les tâches du parti communiste</i>	54
2. <i>La défense des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière</i> ..	55
3. <i>La lutte pour l'organisation systématique de la classe ouvrière</i>	57
4. <i>L'attitude du prolétariat à l'égard des couches moyennes et de la paysannerie</i>	60
5. <i>La défense des conditions de lutte des masses exploitées, et la lutte contre la violence et la répression capitalistes</i>	62
6. <i>La lutte contre le militarisme bourgeois et les préparatifs de la guerre impérialiste</i>	64
7. <i>La lutte contre l'oppression impérialiste</i>	65
8. <i>La lutte pour l'accomplissement des dernières tâches bourgeoises dans le Tiers Monde</i>	66
9. <i>La lutte pour la renaissance de la solidarité prolétarienne internationale</i>	67
CONCLUSION	68
ANNEXES : 1. <i>Les principes du communisme révolutionnaire</i>	69
2. <i>Bibliographie du mouvement communiste</i>	70

Suppléments au « Prolétaire »

- pour la Belgique et les Pays-Bas

le prolétaire/De Proletariër

paraît trimestriellement en deux langues : français et néerlandais
(le numéro : 20 FB/1,35 FL).
Correspondance : J.A. B.P. 199, 1060 BRUXELLES 6.

- pour la Suisse

le prolétaire

paraît trimestriellement en français, avec une partie en allemand
(le numéro : 2 FS).

Correspondance : Editions Programme, 12, rue du Pont,
1003 LAUSANNE.

programme communiste

Revue théorique du Parti

Abonnement annuel :

- pli ouvert : 48 F - 400 FB - 9 600 Lires - 24 FS.
- pli fermé : 64 F - 650 FB - 12 000 Lires - 40 FS.
- abonnements de soutien : à partir de 100 F.

Paiement par chèque à l'ordre de SARO.
Correspondance : 20, rue Jean-Bouton, 75012 Paris.
(Les vieux numéros sont disponibles à partir du n° 47).

programme communiste

REVUE THEORIQUE TRIMESTRIELLE EN FRANÇAIS

communist program

REVUE TRIMESTRIELLE EN ANGLAIS

el programa comunista

REVUE TRIMESTRIELLE EN ESPAGNOL

kommunistisches programm

REVUE TRIMESTRIELLE EN ALLEMAND

il programma comunista

JOURNAL BIMENSUEL EN ITALIEN

le prolétaire

JOURNAL BIMENSUEL EN FRANÇAIS

el comunista

JOURNAL MENSUEL EN ESPAGNOL

proletarier

JOURNAL BIMESTRIEL EN ALLEMAND

el - oumami

BULLETIN BIMESTRIEL FRANÇAIS ARABE
POUR LE MAGHREB

el proletario

BULLETIN TRIMESTRIEL EN ESPAGNOL
POUR L'AMERIQUE LATINE

kommounistikô prôgramma

BULLETIN TRIMESTRIEL EN GREC

enternasyonalist proleter

BULLETIN TRIMESTRIEL EN TURC